

Collection Diapason – Dossiers



LA BOUCLE EST BOUCLÉE

Comment une richesse abondante se
transforme en dépendance durable

Par Diapason

Mai 2026

Dossier spécial – Géostratégie





© 2026 Diapason

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

www.diapason.mg

Certains droits réservés

Cet ouvrage est le fruit du travail du personnel de Diapason.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les points de vue des administrateurs de Diapason ou des personnes qu'elles représentent. Diapason ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les données, les sources et autres informations figurant dans cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de Diapason. Il appartiendra au lecteur de se faire son opinion et sa propre Interprétation des données.

Droits et autorisations

Le contenu de cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. Diapason encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source complète de cet ouvrage soit mentionnée.

Attribution – Veuillez citer l'ouvrage comme suit : « Diapason ©2026. La boucle est bouclée ».

Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à :

Diapason Madagascar

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

E-mail : diapasonmadagascar@gmail.com

Diapason © Mai 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

La boucle est bouclée

Comment une richesse abondante se transforme en dépendance durable





La boucle est bouclée

Comment une richesse abondante se transforme en dépendance durable



Mai
2026

Dossier Diapason « Géostratégie »



Think Tank
Madagascar

Diapason © Mai 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13
102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris



Diapason

Nourrir le débat

Table des matières

Introduction.....	11
1. Architecture simple du mécanisme	13
2. Process industriel de la dépendance	15
3. Lecture synthétique du process	19
4. Tableau process avec acteurs et chiffres.....	21
5. Tableau enrichi avec motivations et compensation visible	23
6. Questions fatidiques et thèse stratégique	25
Tableau d'asymétrie : ce que gagnent les groupes, ce que perçoit Madagascar.....	27
L'exemple de la vanille : beaucoup de prestige, peu de capture industrielle.....	28
Estimation quantitative du manque à gagner	28
La sous-déclaration : le trou noir de la valeur	29
Le problème n'est pas seulement la fraude, c'est la capacité de contrôle	30
Autrement dit :	31
Qui détient les banques ?	31
Qui tient les relations avec les maisons-mères ?	34
Le crédit court enferme l'entrepreneur dans le petit.....	34
Quand les validateurs du crédit appartiennent au monde de la rente.....	35
Calcul du manque à gagner : le trou de crédit productif	35
Que représenterait ce crédit pour le PIB ?.....	36
Ce que cela changerait concrètement.....	36
Constat :.....	37
Autrement dit :	37
Quantitativement :.....	37
Les mêmes interfaces, de la rente locale aux partenariats internationaux.....	38
Le paradoxe des millionnaires : servir le pays sans changer le système	39
Autrement dit :	41
Le manque à gagner lié aux coupures	42
Le crédit : deuxième verrou de la machine	43
L'investissement existe, mais il ne transforme pas assez.....	44
Le double manque à gagner : énergie plus crédit.....	45
Le coût politique de la panne	45
Autrement dit :	46
Quantitativement :.....	46



I. Existe-t-il des pays semblables ?	46
II. Comment ces pays sont-ils sortis de la boucle ?.....	47
7. Pour Madagascar, quelle disruption enrayerait la machine ?	48
Thèse centrale.....	48
8. La Refondation est-elle seulement un élément de la boucle ?	51
9. Solution pour Madagascar : simple, posée, réaliste	51
Conclusion	52



Remerciements

Ce « Dossier Géostratégie » a été préparé par quelques membres de l'équipe de Rédaction de [Diapason](#), composée d'une dizaine de personnes, avec la discrétion qui les honore.

La supervision est assurée par Alain Rasendra (Directeur de la rédaction), Roger Rabetafika (Direction éditoriale) et la participation active de Tiana (Tin) Rakotomalala (Président du **Think Tank Diapason**).

L'équipe tient à remercier, particulièrement, nos experts en stratégie qui ont fourni une analyse initiale et des contributions utiles (sourcing).

L'équipe tient aussi à remercier tous les contributeurs de par le monde qui ont produit les articles au fil des semaines et au fil des mois, participant ainsi à construire les fondations de ce « Dossier Géostratégie ».

Abstract

Ce dossier analyse le paradoxe malgache d'un pays riche en ressources mais durablement enfermé dans la pauvreté. Vanille, girofle, nickel, graphite, ilménite, terres agricoles, biodiversité et position stratégique donnent à Madagascar un potentiel considérable. Pourtant, cette richesse se traduit faiblement en industrie locale, en recettes publiques, en emplois qualifiés, en souveraineté économique et en amélioration sociale.

L'hypothèse centrale du dossier est que cette situation ne relève pas seulement d'une mauvaise gouvernance interne. Elle s'inscrit dans une architecture de dépendance où les ressources sortent du territoire sous forme brute, tandis que la transformation, les marges, les normes, les marques, le financement et le récit sont captés ailleurs. Cette architecture repose sur plusieurs verrous : faiblesse énergétique, accès limité au crédit productif, dépendance aux bailleurs, sous contrôle des flux, fiscalité insuffisante, intermédiation économique et maintien politique du système.

Le dossier met en lumière les acteurs de cette chaîne, leurs motivations, les compensations visibles qui accompagnent parfois la captation de valeur, ainsi que le manque à gagner économique lié à l'absence de transformation locale, aux pertes énergétiques, au déficit de financement bancaire et aux faiblesses de contrôle de l'État.

Il ne s'agit pas d'affirmer qu'un acteur unique organiserait la pauvreté de Madagascar, mais de montrer qu'un système mondial et local bénéficie objectivement d'un pays qui vend brut, transforme peu, négocie faiblement et dépend durablement.

Enfin, le dossier propose une voie de sortie réaliste : concentrer l'effort sur quelques filières prioritaires, créer des zones productives électrifiées, orienter le crédit vers la transformation, rendre les flux stratégiques visibles et mobiliser la diaspora comme capital patient. La boucle est bouclée, mais elle peut être démontée si elle est nommée, mesurée et attaquée à ses points de verrouillage.

La boucle est bouclée

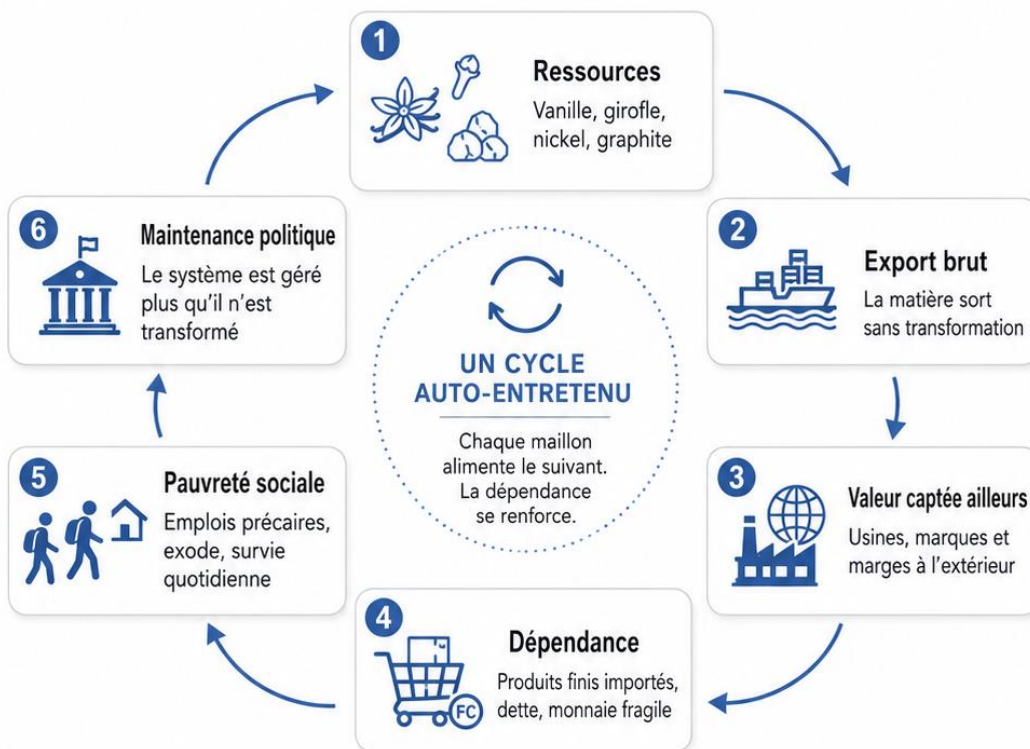
Comment une richesse abondante se transforme en dépendance durable

(Dossier)

S21-26 — La boucle est bouclée

Comment une richesse abondante se transforme en dépendance durable

ARCHITECTURE DE LA DÉPENDANCE



Sans énergie stable, pas d'industrie. Sans industrie, pas de valeur ajoutée.

TROIS LEVIERS DE RUPTURE



Énergie



Transformation locale



Contrôle des flux

Créer de la valeur sur place au lieu de l'exporter.

Introduction

Madagascar est souvent décrit comme un pays pauvre assis sur un trésor. La formule est connue. Elle est même devenue un lieu commun. Vanille, girofle, nickel, graphite, ilménite, terres agricoles, biodiversité, jeunesse, position stratégique dans l'océan Indien : la liste des atouts est longue. Elle nourrit les discours, les rapports, les promesses et les sommets internationaux. Pourtant, dans la vie quotidienne de millions de Malgaches, cette richesse reste largement invisible. Elle ne se traduit ni par une énergie stable, ni par une industrie robuste, ni par des emplois massifs, ni par des services publics à la hauteur des besoins.

Ce paradoxe n'est pas seulement moral. Il est économique. Il est institutionnel. Il est géostratégique.

Le problème n'est pas que Madagascar ne produise rien. Le problème est qu'il produit souvent sans transformer, exporte sans maîtriser, vend sans fixer les règles, puis rachète sous forme de dépendance une partie de la valeur qu'il n'a pas pu capter. La matière première quitte le territoire. La transformation se fait ailleurs. Les marges se forment ailleurs. Les marques se construisent ailleurs. Les emplois qualifiés naissent ailleurs. Pendant ce temps, le pays conserve la poussière, les routes abîmées, les délestages, les recettes fiscales faibles, les banques prudentes, l'entrepreneuriat sous financé et la pauvreté sociale.

Ce dossier part d'une hypothèse simple : la pauvreté malgache ne peut plus être comprise uniquement comme le résultat d'une mauvaise gouvernance interne. Elle doit aussi être lue comme le produit d'une architecture de dépendance, dans laquelle des intérêts extérieurs, des relais locaux, des verrous financiers, des fragilités énergétiques et des récits de compensation se renforcent mutuellement. Il ne s'agit pas d'affirmer qu'un acteur unique organiserait seul cette situation. Il s'agit de montrer qu'un système mondial bénéficie objectivement d'un Madagascar qui vend brut, transforme peu, négocie faiblement et dépend durablement.

La boucle est connue. Les pays bénéficiaires recherchent des ressources bon marché, des marchés ouverts et une influence stable. Les entreprises sécurisent les flux. Les banques financent davantage les acteurs déjà solvables que les ruptures productives. L'énergie instable empêche les usines de naître. L'économie reste bloquée dans l'exportation primaire et l'importation de produits finis. Le social encaisse la précarité. La politique administre les conséquences. Puis la boucle recommence.

Dans cette architecture, l'aide, les fondations, les prêts, les programmes de responsabilité sociale ou les appuis techniques jouent un rôle ambivalent. Ils peuvent soulager, parfois réellement. Mais ils peuvent aussi masquer l'essentiel : ce qui est rendu sous forme de projet ne compense pas toujours ce qui a été perdu sous forme de valeur, d'industrie, de fiscalité, de souveraineté et de capacité publique. On prend la marge, puis on finance l'appui. On capte la transformation, puis on parle de partenariat. On maintient l'export brut, puis on célèbre le développement durable.

Le cœur du dossier est donc moins une dénonciation qu'un démontage. Il s'agit de décrire le mécanisme, d'en identifier les acteurs, d'en mesurer les effets, puis de poser la question



décisive : comment sortir d'une boucle qui paraît naturelle parce qu'elle fonctionne depuis longtemps ?

La réponse ne viendra pas d'une proclamation abstraite de souveraineté. Elle ne viendra pas non plus d'une Refondation limitée au calendrier politique, aux textes ou aux symboles. Une refondation qui ne touche pas à l'énergie, au crédit, aux flux, aux contrats, aux filières et à la transformation locale risque de devenir un élément supplémentaire de la boucle. Elle changerait le décor sans déplacer la valeur.

La sortie exige une rupture plus concrète. Contrôler la donnée commerciale. Stabiliser l'énergie dans des zones productives. Orienter le crédit vers la transformation. Réduire progressivement l'export brut. Mobiliser la diaspora comme capital patient. Construire des filières où la valeur reste davantage sur le territoire. Choisir quelques priorités au lieu de promettre tout à la fois.

Madagascar n'a pas besoin de prouver qu'il est riche. Le monde le sait déjà. Il doit désormais prouver qu'il peut garder une part plus juste de cette richesse, la transformer, la taxer, la réinvestir et en faire une puissance sociale. Car une ressource qui sort sans transformer le pays n'est pas encore une richesse nationale. Elle n'est qu'un flux.

La boucle est bouclée. Mais une boucle n'est pas une fatalité. C'est un mécanisme. Et ce qui est nommé, mesuré et compris peut commencer à être démonté.



1. Architecture simple du mécanisme

Avant de mesurer les pertes, d'identifier les acteurs ou de comparer Madagascar à d'autres pays, il faut d'abord comprendre le mécanisme. La dépendance ne fonctionne pas comme un événement isolé, mais comme une chaîne. Chaque maillon nourrit le suivant : l'intérêt extérieur sécurise les ressources, le cadre mondial facilite les flux, les sociétés exploitent, le crédit limite la transformation, l'énergie instable bloque l'industrie, l'économie reste primaire, le social s'appauvrit, puis la politique administre les conséquences.

Ce chapitre propose donc une lecture simple de cette architecture. Il ne s'agit pas d'accuser un acteur unique, mais de montrer comment plusieurs logiques, économiques, financières, énergétiques et politiques, finissent par produire le même résultat : une richesse qui sort du pays avant de devenir développement national.

[1. INTÉRÊT DES ÉTATS OCCIDENTAUX]

Accès sécurisé aux ressources

Vanille, girofle, nickel, graphite, terres, biodiversité

Besoin de matières premières bon marché

Besoin de marchés dépendants

Besoin d'influence géopolitique



[2. CADRE MONDIAL FAVORABLE]

Accords commerciaux

Normes internationales

Contrats longs

Conditionnalités financières

Diplomatie économique



[3. SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION]

Extraction

Achat de matières premières brutes

Exportation vers l'Europe, les USA ou l'Asie industrielle

Transformation hors de Madagascar

Captation de la valeur ajoutée



[4. SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER]

Crédit cher localement

Capital inaccessible aux entrepreneurs malgaches

Faible financement industriel

Dépendance aux bailleurs et investisseurs extérieurs





[5. ÉNERGIE CAPTURÉE]

Délestage

Coût élevé de production

Dépendance aux carburants

Fournisseurs protégés

Marchés publics opaques

Absence d'électricité stable



[6. ÉCONOMIE BLOQUÉE]

Pas d'usines

Pas de transformation locale

Export brut

Importation de produits finis

Déficit commercial

Monnaie faible

Dette permanente



[7. CONSÉQUENCES SOCIALES]

Pauvreté massive

Emplois précaires

Exode

Dépendance aux transferts de la diaspora

Population occupée à survivre

Faible capacité de contestation organisée



[8. POLITIQUE DE DÉPENDANCE]

Élites locales enrichies par l'importation, l'énergie et l'export brut

Capture de l'État

Imitation des modèles extérieurs

Volonté de ressembler aux bénéficiaires du système

Démocratie formelle mais souveraineté économique faible



[9. BOUCLE DE VERROUILLAGE]

L'État ne transforme pas

L'énergie reste instable

Les ressources sortent brutes

La population reste pauvre

Les élites restent dépendantes

Les bénéficiaires extérieurs conservent leur avantage

↪ retour vers [1]



Le mécanisme peut être résumé ainsi :

Les pays bénéficiaires ont besoin des ressources malgaches, mais pas nécessairement d'un Madagascar industrialisé.

Un Madagascar qui transforme sa vanille, son girofle, son nickel ou son graphite deviendrait un concurrent. Un Madagascar qui exporte brut reste un fournisseur. La différence est immense.

Dans ce système, les sociétés d'exploitation extraient ou achètent à bas prix. Les banques rendent l'industrialisation difficile par un accès au capital limité ou coûteux. L'énergie instable empêche les usines de fonctionner. L'économie reste donc bloquée au stade primaire. Le social se dégrade. La politique devient le terrain d'une élite qui ne cherche plus à transformer le pays, mais à occuper la place d'intermédiaire entre la ressource nationale et les bénéficiaires extérieurs.

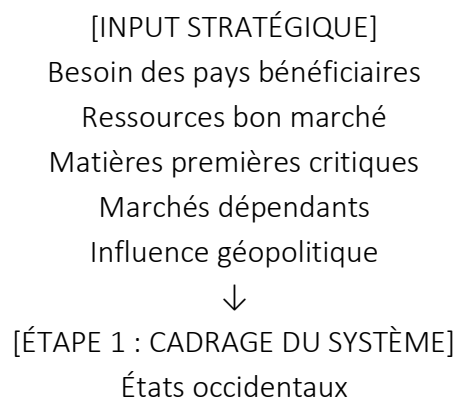
Le rôle central de l'énergie est décisif : sans électricité stable, il n'y a pas d'industrie ; sans industrie, il n'y a pas de valeur ajoutée ; sans valeur ajoutée, il n'y a pas de souveraineté économique.

La pauvreté malgache n'est pas seulement une conséquence de la mauvaise gouvernance. Elle est aussi la condition de fonctionnement d'une architecture mondiale où Madagascar fournit la matière, tandis que d'autres captent l'énergie, la technologie, la transformation, les marges et le récit. En d'autres termes, il ne s'agit pas de dire que l'Occident « organise » seul la pauvreté de Madagascar. Il s'agit de montrer qu'un système mondial bénéficie objectivement de cette pauvreté, parce qu'un pays dépendant vend moins cher, transforme moins, négocie moins, conteste moins et reste enfermé dans une fonction de fournisseur.

2. Process industriel de la dépendance

Chaîne industrielle de captation de valeur et de production de dépendance

- Nom du process : Extraction de valeur sans développement local
- Objet : Transformer les ressources malgaches en valeur captée à l'extérieur
- Résultat final : Pauvreté intérieure, richesse extérieure, dépendance durable





Institutions financières
Accords commerciaux
Normes internationales
Diplomatie économique

Fonction :

Créer un environnement favorable à l'export brut
et défavorable à la transformation locale.



[ÉTAPE 2 : SÉCURISATION DES FLUX]

Sociétés d'exploitation
Exportateurs locaux
Intermédiaires économiques
Contrats longs
Licences
Concessions

Fonction :

Garantir l'accès continu aux ressources
et sécuriser leur sortie du territoire.



[ÉTAPE 3 : VERROUILLAGE FINANCIER]

Banques locales
Crédit cher
Faible capital industriel
Investisseurs extérieurs sélectifs
Dépendance aux bailleurs

Fonction :

Empêcher l'émergence d'une industrie nationale autonome
capable de transformer sur place.



[ÉTAPE 4 : VERROUILLAGE ÉNERGÉTIQUE]

Délestage
Carburants importés
Fournisseurs protégés
Contrats opaques
Capture de l'État par les acteurs de l'énergie

Fonction :



Maintenir un coût de production trop élevé
pour rendre l'industrialisation locale non compétitive.



[ÉTAPE 5 : BLOCAGE INDUSTRIEL]

Pas d'usines suffisantes
Pas de transformation locale
Exportation brute
Faible valeur ajoutée
Faible emploi qualifié

Fonction :

Maintenir Madagascar au stade primaire :
cultiver, extraire, exporter.



[ÉTAPE 6 : TRANSFORMATION EXTÉRIEURE]

Europe
États-Unis
Asie industrielle
Usines étrangères
Marques étrangères
Distribution mondiale

Fonction :

Transformer la matière malgache en produit fini,
avec une marge multipliée hors de Madagascar.



[ÉTAPE 7 : RETOUR SOUS FORME DE DÉPENDANCE]

Importation de produits finis
Déficit commercial
Dettes
Monnaie affaiblie
Dépendance alimentaire
Dépendance énergétique

Fonction :

Faire revenir au pays ce qu'il aurait pu produire,
mais à un prix supérieur.





[ÉTAPE 8 : IMPACT SOCIAL]

Pauvreté
Emplois précaires
Survie quotidienne
Exode
Dépendance aux transferts de la diaspora
Faible capacité d'organisation citoyenne

Fonction :
Réduire la capacité collective à contester
ou à reconstruire un modèle alternatif.



[ÉTAPE 9 : MAINTENANCE POLITIQUE DU SYSTÈME]

Élites locales rentières
Capture de l'État
Clientélisme
Recherche d'imitation des puissants
Gestion politique de la pauvreté
Discours de souveraineté sans souveraineté économique

Fonction :
Protéger le système qui permet à certains acteurs locaux
de vivre de l'intermédiation entre Madagascar et les bénéficiaires extérieurs.



[OUTPUT FINAL]

Valeur ajoutée captée à l'extérieur
Ressources sorties du pays
Population appauvrie
État affaibli
Économie dépendante
Système reconduit



[BOUCLE DE RÉINJECTION]

Plus le pays reste pauvre,
plus il vend brut.
Plus il vend brut,
moins il s'industrialise.



Moins il s'industrialise,
plus il dépend.
Plus il dépend,
plus les bénéficiaires extérieurs sécurisent leur avantage.

3. Lecture synthétique du process



S21-26 – Architecture industrielle de la dépendance

Comment la richesse sort du pays pendant que la pauvreté s'y enracine

Schéma conceptuel



- 1 La pauvreté n'est pas seulement un échec interne : elle devient une position dans une chaîne mondiale de valeur.
- 2 L'énergie est le nœud critique : sans électricité stable, pas d'industrie ; sans industrie, pas de valeur ajoutée.
- 3 Le social et le politique deviennent les conséquences d'un verrouillage économique initial.



4. Tableau process avec acteurs et chiffres

Version sous forme de tableau du process, avec acteurs et chiffres...

À ce stade, nous le présentons comme une matrice d'analyse et surtout pas comme une accusation juridique directe.

Étape	Fonction dans le mécanisme	Acteurs concernés	Chiffres clés utilisables	Effet produit
0. Input stratégique	Besoin de matières premières bon marché et sécurisées	États importateurs, UE, France, États-Unis, Allemagne, Suisse, Japon, Corée, Chine, Inde, Indonésie, industriels de l'arôme, batteries, pigments, textile	En 2024, les principaux produits exportés par Madagascar incluaient le nickel brut 482 M\$, la vanille 273 M\$, le girofle 221 M\$, le minerai de titane 165 M\$ ¹ . Le secteur extractif représentait 49,2 % des exportations en 2023, avec 1 005 000 tonnes de produits miniers exportés ² .	Madagascar est positionné comme fournisseur de ressources, non comme puissance industrielle
1. Cadrage du système	Organiser un cadre favorable à l'export brut et à l'ouverture des flux	États occidentaux, bailleurs, FMI, Banque mondiale, OMC, UE, ministères malgaches, autorités douanières, agences de régulation	Les recettes fiscales de Madagascar restent faibles : 10,8 % du PIB en 2024, sous le seuil de 15 % jugé critique pour financer les services publics ³ .	L'État reste dépendant des bailleurs, des projets extérieurs et des recettes d'exportation
2. Sécurisation des flux	Assurer l'accès continu aux matières premières et leur sortie du territoire	Sociétés minières, exportateurs locaux, traders, logisticiens, ports, compagnies maritimes, acheteurs internationaux	Vanille : Madagascar détenait environ 80 % du marché mondial selon la Banque mondiale. En juillet 2024, les exportations ont atteint 1 200 tonnes en un mois, presque autant que toute l'année 2023, ce qui a fait tomber le prix à environ 50 \$/kg ⁴ . Le script S21-26 rappelle aussi la logique d'export brut de la vanille, du girofle, du nickel et du graphite.	Le pays vend vite, souvent brut, mais capte peu de valeur ajoutée
3. Sociétés d'exploitation et de transformation aval	Extraire, acheter, transformer ailleurs ou contrôler la chaîne	Ambatovy, Sumitomo, KOMIR, Rio Tinto/QMM, NextSource, Tirupati Graphite, IFF, Firmenich, Givaudan, Mane, Symrise, Nestlé, industriels agroalimentaires et cosmétiques	Sumitomo détient 54,17 % d'Ambatovy via SAMRI ⁵ . Nestlé listait déjà dans sa chaîne vanille Madagascar des fournisseurs comme IFF, Firmenich, Givaudan, Mane et Symrise, avec 1 096 tonnes sourcées en 2018 ⁶ .	Les groupes aval captent la transformation, la marque, la certification, la marge et l'accès consommateur
4. Captation de la valeur industrielle	Transformer la matière première en produit fini, extrait, arôme, batterie, pigment ou composant industriel	Suisse, Allemagne, France, États-Unis, Japon, Corée, Chine, Inde, Indonésie, grands groupes industriels	Givaudan a réalisé 7,412 milliards CHF de ventes en 2024, avec 1,09 milliard CHF de résultat net ⁷ . Symrise affichait environ 4,998 milliards € de ventes consolidées en 2024 ⁸ . Rio Tinto a réalisé environ 53,7 milliards \$ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 ⁹ .	La valeur économique réelle se déplace vers les sièges, usines, marques et marchés extérieurs
5. Verrouillage bancaire et financier	Limiter l'émergence d'industriels locaux capables de transformer	Banques locales, BNI, BOA, BMOI, SGM/BRED, MCB, SBM, BGFI, Baobab, BFM, banques étrangères, institutions de développement	Madagascar compte 13 banques commerciales ; la plupart sont liées à des groupes étrangers basés au Maroc, à Maurice, en France ou en Afrique continentale, et les quatre premières concentrent plus de 80 % des actifs et dépôts ¹⁰ . Le crédit au secteur privé n'était que 15,2 % du PIB fin 2024, contre 26,7 % en Afrique subsaharienne ¹¹ .	L'entrepreneur malgache peut commercer, mais difficilement financer une industrie lourde

¹ <https://oec.world/en/profile/country/mdg>

² <https://eitimagagascar.mg/en/donnees-ouvertes-eiti/>

³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

⁴ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

⁵ https://www.sumitomocorp.com/-/media/Files/hq/news/release/2025/19770/19770_en.pdf

⁶ <https://www.nestle.com/sites/default/files/asset-library/documents/library/documents/suppliers/supply-chain-disclosure-vanilla.pdf>

⁷ <https://www.givaudan.com/media/media-releases/2025/2024-full-year-results>

⁸ https://symrise.com/corporatereport/2024/home/Symrise_GB24_Konzernabschluss_EN_geschuetzt.pdf

⁹ <https://company-announcements.afr.com/asx/rio/368b5372-ef01-11ef-bad1-e21e95c6ff03.pdf>

¹⁰ <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/madagascar-trade-financing>

¹¹ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Étape	Fonction dans le mécanisme	Acteurs concernés	Chiffres clés utilisables	Effet produit
6. Verrouillage énergétique	Rendre l'industrialisation coûteuse, instable ou impossible	JIRAMA, ministère de l'Énergie, ministère des Finances, producteurs indépendants d'électricité, fournisseurs de carburant, distributeurs pétroliers, opérateurs proches de l'État	Le FMI indique que JIRAMA conserve un monopole sur la transmission et la distribution urbaines, tandis que la production peut être confiée au privé ¹² . Les pertes techniques et commerciales de JIRAMA étaient estimées à 28 % en 2024 ; la dette totale atteignait 4 087 milliards Ar fin 2023, soit environ 5,8 % du PIB, et les arriérés envers le privé 1 543 milliards Ar en janvier 2025 ¹³ .	Sans électricité fiable, pas d'usines, pas de froid industriel, pas de transformation compétitive
7. Blocage industriel	Maintenir Madagascar au stade primaire : cultiver, extraire, exporter	PME locales, agriculteurs, collecteurs, petits transformateurs, zones industrielles, administrations, douanes, banques	Plus de 52 % des entreprises déclarent subir des coupures électriques ; les pertes liées aux coupures représentent en moyenne 24 % du chiffre d'affaires annuel des entreprises, selon la Banque mondiale ¹⁴ . Seuls 1,1 % des investissements des entreprises sont financés par les banques ¹⁵ .	La transformation locale reste trop risquée, trop chère ou trop lente
8. Retour sous forme de dépendance	Faire revenir au pays des produits finis plus chers que les matières premières exportées	Importateurs, distributeurs, grandes surfaces, élites commerçantes, banques, consommateurs, diaspora	Les secteurs à forte intensité d'emploi comme l'agriculture, l'agrobusiness et le textile peinent à retrouver leurs niveaux d'avant 2020, notamment en valeur ajoutée par habitant ¹⁶ .	Madagascar exporte la matière, puis réimporte une partie de la valeur sous forme de produits finis
9. Impact social	Transformer le verrou économique en pauvreté quotidienne	Population, ménages ruraux, jeunesse, travailleurs informels, diaspora, ONG sociales, écoles, hôpitaux	Le PIB réel par habitant est passé d'environ 812 \$ en 1960 à 456 \$ en 2024. Le taux de pauvreté nationale est passé de 72,9 % en 2012 à 75,2 % en 2022 ; la pauvreté urbaine est montée de 42,2 % à 55,5 % ¹⁷ .	La population est maintenue dans la survie, ce qui limite la capacité d'organisation collective
10. Maintenance politique du système	Protéger les positions d'intermédiation entre ressources nationales et bénéficiaires extérieurs	Élites politiques, élites économiques, importateurs, concessionnaires, opérateurs énergétiques, réseaux de rente, partis, administrations	Les transferts au secteur énergétique représentaient 1,3 % du PIB, soit 1 032 milliards Ar dans le budget révisé 2024 ; les transferts et subventions ont évincé une partie de l'investissement public ¹⁸ .	La politique devient gestion de la dépendance plutôt que transformation du modèle
11. Boucle de réinjection	Reproduire le système : pauvreté, export brut, dépendance, dette, faiblesse industrielle	Tous les acteurs précédents	Le mécanisme est auto-entretenu : peu de crédit, énergie instable, fiscalité faible, export brut, pauvreté élevée, dépendance aux bailleurs et aux importations	Plus le pays reste pauvre, plus il vend brut ; plus il vend brut, moins il s'industrialise

Madagascar n'est pas seulement inséré dans une économie mondiale. Il y occupe une fonction précise : produire, extraire, exporter, puis racheter sous forme de dépendance ce qu'il n'a pas pu transformer.

Ce tableau permet de montrer que la pauvreté n'est pas uniquement le résultat d'un échec interne. Elle devient le produit final d'une chaîne industrielle de dépendance, où l'énergie, le crédit, les contrats, les normes, l'export brut et la capture politique se renforcent mutuellement. Il est important de répéter qu'il ne s'agit pas d'affirmer que les pays occidentaux organisent seuls la pauvreté de Madagascar. Il s'agit de montrer qu'un système mondial bénéficie objectivement d'un Madagascar dépendant, faiblement industrialisé et contraint d'exporter ses ressources à l'état brut.

¹² <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1mdgea2025003-source-pdf.pdf>

¹³ <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1mdgea2025003-source-pdf.pdf>

¹⁴ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

¹⁵ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

¹⁶ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

¹⁷ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

¹⁸ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

5. Tableau enrichi avec motivations et compensation visible

Voici le même tableau, enrichi avec les deux colonnes supplémentaires : motivation des acteurs et compensation de façade.

La colonne « compensation visible » désigne les instruments visibles de légitimation ou d'atténuation du système : aides, fondations, prêts, appuis techniques, programmes RSE. Elle ne signifie pas que tous ces instruments seraient inutiles, mais qu'ils peuvent coexister avec une architecture qui maintient la dépendance.

Étape	Fonction dans le mécanisme	Acteurs concernés	Motivation pour chaque acteur	Compensation visible	Chiffres clés utilisables	Effet produit
0. Input stratégique	Besoin de matières premières bon marché et sécurisées	États importateurs, UE, France, États-Unis, Allemagne, Suisse, Japon, Corée, Chine, Inde, Indonésie, industriels de l'arôme, batteries, pigments, textile	Sécuriser les approvisionnements, réduire le coût des intrants, conserver une position industrielle et stratégique dans les chaînes de valeur mondiales	Discours sur le partenariat, coopération économique, forums d'investissement, programmes climat, initiatives de "développement durable"	En 2024, les principaux produits exportés par Madagascar incluaient notamment le nickel, la vanille, le girofle et les minerais stratégiques. Le secteur extractif représentait 49,2 % des exportations en 2023, avec environ 1 005 000 tonnes de produits miniers exportés ¹⁹ .	Madagascar est positionné comme fournisseur de ressources, non comme puissance industrielle
1. Cadrage du système	Organiser un cadre favorable à l'export brut et à l'ouverture des flux	États occidentaux, bailleurs, FMI, Banque mondiale, OMC, UE, ministères malgaches, autorités douanières, agences de régulation	Maintenir un cadre commercial ouvert, éviter les politiques protectionnistes fortes, limiter les ruptures d'approvisionnement, garder une influence sur les choix économiques	Aide budgétaire, appui technique, programmes de réforme, prêts concessionnels, assistance à la gouvernance, formations institutionnelles	Les recettes fiscales de Madagascar restent faibles : 10,8 % du PIB en 2024, sous le seuil de 15 % généralement considéré comme critique pour financer durablement les services publics ²⁰ .	L'État reste dépendant des bailleurs, des projets extérieurs et des recettes d'exportation
2. Sécurisation des flux	Assurer l'accès continu aux matières premières et leur sortie du territoire	Sociétés minières, exportateurs locaux, traders, logisticiens, ports, compagnies maritimes, acheteurs internationaux	Garantir la continuité des volumes, éviter la transformation locale obligatoire, sécuriser les marges par le contrôle de la sortie et de la logistique	Programmes de traçabilité, labels, certifications, soutien aux producteurs, appuis aux coopératives, campagnes RSE	Vanille, girofle, nickel et graphite sont au cœur du script S21-26, qui insiste sur l'exportation brute et la captation extérieure de la valeur ajoutée.	Le pays vend vite, souvent brut, mais capte peu de valeur ajoutée
3. Sociétés d'exploitation et de transformation aval	Extraire, acheter, transformer ailleurs ou contrôler la chaîne	Ambatovy, Sumitomo, KOMIR, Rio Tinto/QMM, NextSource, Tirupati Graphite, IFF, Firmenich, Givaudan, Mane, Symrise, Nestlé, industriels agroalimentaires et cosmétiques	Accéder à la matière, contrôler la qualité, transformer là où les infrastructures sont stables, capter la marge industrielle, protéger les marques et les brevets	Fondations d'entreprise, programmes communautaires, écoles, dispensaires, reboisement, projets villageois, rapports ESG, partenariats ONG	Sumitomo a annoncé une restructuration autour du projet Ambatovy, illustrant le poids des grands opérateurs étrangers dans les projets miniers malgaches ²¹ .	Les groupes aval captent la transformation, la marque, la certification, la marge et l'accès consommateur
4. Captation de la valeur industrielle	Transformer la matière première en produit fini, extrait, arôme, batterie, pigment ou composant industriel	Suisse, Allemagne, France, États-Unis, Japon, Corée, Chine, Inde, Indonésie, grands groupes industriels	Protéger les emplois industriels chez eux, conserver les marges, maîtriser les technologies, garder la relation directe avec les marchés consommateurs	Communication sur la durabilité, commerce responsable, "sourcing éthique", programmes de formation locale, audits sociaux, labels environnementaux	Givaudan a réalisé 1,09 milliard CHF de résultat net en 2024 ; Symrise affichait environ 4,998 milliards € de ventes consolidées en 2024 ; Rio Tinto a déclaré 53,7 milliards \$ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 ²² .	La valeur économique réelle se déplace vers les sièges, usines, marques et marchés extérieurs
5. Verrouillage bancaire et financier	Limiter l'émergence d'industriels locaux capables de transformer	Banques locales, BNI, BOA, BMOI, SGM/BRED, MCB, SBM, BGFI, Baobab, BFM, banques étrangères, institutions de développement	Réduire le risque, financer le commerce plutôt que l'industrie longue, préserver des marges bancaires élevées, éviter des investissements industriels jugés trop risqués	Microcrédit, inclusion financière, lignes PME, formations entrepreneuriales, programmes "femmes et jeunes", appuis aux start-up	Madagascar compte un système bancaire concentré ; la Banque mondiale souligne que l'accès au crédit reste limité et que le crédit au secteur privé demeure faible par rapport aux besoins de transformation productive ²³ .	L'entrepreneur malgache peut commercer, mais difficilement financer une industrie lourde

¹⁹ <https://eitimadagascar.mg/en/donnees-ouvertes-eiti/>

²⁰ <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-economic-update-bridging-productivity-divide-february-2025>

²¹ <https://www.sumitomocorp.com/en/jp/news/release/2024/group/19630>

²² <https://www.givaudan.com/files/giv-2024-fyr-en.pdf>

²³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Étape	Fonction dans le mécanisme	Acteurs concernés	Motivation pour chaque acteur	Compensation visible	Chiffres clés utilisables	Effet produit
6. Verrouillage énergétique	Rendre l'industrialisation coûteuse, instable ou impossible	JIRAMA, ministère de l'Énergie, ministère des Finances, producteurs indépendants d'électricité, fournisseurs de carburant, distributeurs pétroliers, opérateurs proches de l'État	Maintenir des rentes énergétiques, sécuriser les contrats de fourniture, préserver des positions d'intermédiation, empêcher la rupture d'un système profitable à quelques acteurs	Projets d'électrification rurale, dons de groupes électrogènes, financements climat, annonces solaires, réformes JIRAMA, prêts d'urgence, appuis techniques	Le FMI indique que les arriérés de JIRAMA envers le secteur privé atteignaient 1 543 milliards Ar en janvier 2025 ; la question énergétique reste centrale dans la stabilité macroéconomique du pays ²⁴ .	Sans électricité fiable, pas d'usines, pas de froid industriel, pas de transformation compétitive
7. Blocage industriel	Maintenir Madagascar au stade primaire : cultiver, extraire, exporter	PME locales, agriculteurs, collecteurs, petits transformateurs, zones industrielles, administrations, douanes, banques	Pour les acteurs dominants : éviter l'arrivée de concurrents locaux transformateurs ; pour les petits acteurs : survivre dans un cadre qu'ils ne maîtrisent pas	Incubateurs, salons de l'entrepreneuriat, formations à l'export, petits financements, concours start-up, programmes de certification	Les coupures d'électricité et le manque de financement limitent fortement la productivité des entreprises, selon la Banque mondiale ²⁵ .	La transformation locale reste trop risquée, trop chère ou trop lente
8. Retour sous forme de dépendance	Faire revenir au pays des produits finis plus chers que les matières premières exportées	Importateurs, distributeurs, grandes surfaces, élites commerçantes, banques, consommateurs, diaspora	Profiter des marges d'importation, contrôler les circuits de distribution, renforcer la dépendance aux produits finis étrangers	Aide alimentaire, programmes nutritionnels, dons humanitaires, subventions ponctuelles, campagnes de solidarité, transferts diaspora	La Banque mondiale souligne la persistance de la pauvreté et la difficulté de relancer les secteurs productifs à forte intensité d'emploi ²⁶ .	Madagascar exporte la matière, puis réimporte une partie de la valeur sous forme de produits finis
9. Impact social	Transformer le verrou économique en pauvreté quotidienne	Population, ménages ruraux, jeunesse, travailleurs informels, diaspora, ONG sociales, écoles, hôpitaux	Pour les ménages : survivre ; pour les ONG : répondre à l'urgence ; pour les acteurs politiques : gérer socialement les effets du système sans forcément le transformer	ONG humanitaires, programmes santé, éducation, nutrition, filets sociaux, projets communautaires, dons, fondations, mécénat	La pauvreté reste extrêmement élevée à Madagascar, et le revenu par habitant demeure faible malgré les ressources du pays. La Banque mondiale documente la persistance de ces fragilités sociales ²⁷ .	La population est maintenue dans la survie, ce qui limite la capacité d'organisation collective
10. Maintenance politique du système	Protéger les positions d'intermédiation entre ressources nationales et bénéficiaires extérieures	Élites politiques, élites économiques, importateurs, concessionnaires, opérateurs énergétiques, réseaux de rente, partis, administrations	Conservent l'accès aux marchés publics, aux licences, aux importations, aux contrats énergétiques, au prestige politique et à la rente d'intermédiation	Discours souverainiste, promesses de refondation, inaugurations, plans d'urgence, aides sociales, fondations privées, opérations de communication	Les transferts publics vers le secteur énergétique et les difficultés de JIRAMA pèsent lourdement sur les finances publiques, selon le FMI et la Banque mondiale ²⁸ .	La politique devient gestion de la dépendance plutôt que transformation du modèle
11. Boucle de réinjection	Reproduire le système : pauvreté, export brut, dépendance, dette, faiblesse industrielle	Tous les acteurs précédents	Chacun conserve sa place : les pays bénéficiaires sécurisent les ressources ; les entreprises captent la valeur ; les banques limitent le risque ; les élites locales conservent la rente ; les ONG amortissent les dégâts	Nouveaux prêts, nouveaux plans, nouvelles aides, nouvelles fondations, nouveaux projets pilotes, nouveaux récits de réforme	Le mécanisme est auto-entretenu : peu de crédit, énergie instable, fiscalité faible, export brut, pauvreté élevée, dépendance aux bailleurs et aux importations	Plus le pays reste pauvre, plus il vend brut ; plus il vend brut, moins il s'industrialise

²⁴ <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1mdgea2025003-source-pdf.pdf>

²⁵ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

²⁶ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

²⁷ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

²⁸ <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1mdgea2025003-source-pdf.pdf>

6. Questions fatidiques et thèse stratégique

A. Recettes fiscales faibles : l'État sans carburant

Les recettes fiscales de Madagascar restent à un niveau très bas. Selon la Banque mondiale, le ratio impôts/PIB est passé de **11,2 % en 2023 à 10,8 % en 2024**, très en dessous du seuil de **15 %** généralement considéré comme nécessaire pour financer les services publics de base et soutenir la croissance économique.

Ce chiffre peut sembler technique. Il est en réalité central. Il signifie que l'État malgache prélève très peu de ressources sur l'activité économique nationale. Autrement dit, il dispose de peu de carburant pour financer durablement l'école, la santé, les routes, la sécurité, la justice, l'énergie, l'administration territoriale ou les infrastructures productives.

Un État qui collecte peu dépend davantage de trois sources : les bailleurs, la dette et les rentes ponctuelles. Cette faiblesse fiscale le rend vulnérable aux conditionnalités extérieures, aux arbitrages imposés, aux cycles de financement et aux priorités des partenaires. L'État ne décide plus seulement en fonction d'un projet national. Il décide aussi en fonction de ce qu'il peut financer, de ce qu'on accepte de lui prêter et de ce qu'on lui recommande de réformer.

C'est ici que la boucle de dépendance devient visible. Un pays qui transforme peu crée peu de valeur ajoutée locale. S'il crée peu de valeur ajoutée, il élargit difficilement son assiette fiscale. S'il collecte peu d'impôts, il finance mal l'énergie, les infrastructures et les services publics. Et s'il finance mal l'énergie et les infrastructures, il reste incapable d'industrialiser. La faiblesse fiscale n'est donc pas seulement une conséquence de la pauvreté. Elle devient l'un de ses moteurs.

Dans le cas de Madagascar, cette faiblesse est aggravée par la structure même de l'économie. Une grande partie de l'activité reste informelle, dispersée, faiblement productive ou difficile à taxer. Les secteurs capables de générer de fortes recettes sont souvent liés aux importations, aux grands contrats, aux ressources extractives ou à des circuits concentrés. Cela crée un paradoxe : l'État peine à taxer largement la production réelle du pays, mais dépend fortement de quelques points de passage. Douanes, carburants, licences, importations, projets miniers, marchés publics. Ce sont précisément ces points de passage qui deviennent stratégiques pour les réseaux de rente.

La conséquence politique est majeure. Un État fiscalement faible devient un État négocié. Il négocie avec les bailleurs pour son budget. Il négocie avec les grands opérateurs pour ses recettes. Il négocie avec les importateurs pour la stabilité des prix. Il négocie avec les fournisseurs d'énergie pour éviter l'effondrement. Il négocie avec les élites locales pour maintenir la paix sociale. À force de négocier sa survie, il perd sa capacité de transformation.

C'est pourquoi la question fiscale doit être replacée au cœur de l'article S21-26. Le problème n'est pas seulement que Madagascar manque d'argent. Le problème est que l'État ne capte pas assez de valeur sur son propre territoire. La richesse passe, mais elle ne sédimente pas. Elle circule, mais elle ne construit pas. Elle sort, mais elle ne revient que sous forme d'aide, de dette, d'importations ou de projets.

Dans une architecture de dépendance, un ratio fiscal faible n'est pas un simple indicateur budgétaire. C'est un symptôme de souveraineté incomplète. Un État qui ne collecte pas suffisamment ne peut pas planifier longtemps, investir massivement, protéger ses filières, financer ses ingénieurs, stabiliser son énergie ou imposer une transformation locale crédible.

La Refondation, si elle veut être autre chose qu'un récit politique, devra donc répondre à une question simple : **où la valeur est-elle créée, où est-elle captée, où est-elle taxée, et au service de quel projet national est-elle réinvestie ?**

Un État qui ne collecte pas la valeur produite sur son sol ne peut pas transformer durablement ce sol. À Madagascar, la faiblesse fiscale n'est pas seulement un problème de budget. Elle est le miroir d'une économie qui laisse sortir la richesse avant qu'elle ne devienne capacité publique.

B. Entre revenus mondiaux et valeur locale : l'asymétrie invisible

Le cœur du problème n'est pas seulement que Madagascar exporte des ressources. C'est que la valeur économique finale se forme largement ailleurs, dans des entreprises, des usines, des marques et des circuits financiers qui ne dépendent pas uniquement de Madagascar, mais qui utilisent Madagascar comme l'un de leurs points d'approvisionnement stratégiques.

Cette nuance est essentielle. Givaudan, Symrise, Rio Tinto ou d'autres groupes industriels ne vivent pas uniquement des ressources malgaches. Leur chiffre d'affaires est mondial, diversifié, réparti entre plusieurs pays, plusieurs filières et plusieurs marchés. Mais c'est précisément ce qui crée l'asymétrie : Madagascar dépend fortement de quelques ressources exportées, tandis que les groupes acheteurs ou transformateurs peuvent diluer le risque malgache dans un portefeuille mondial.

En 2024, Givaudan a déclaré 7,412 milliards CHF de ventes et 1,09 milliard CHF de résultat net. Symrise a annoncé environ 4,999 milliards d'euros de ventes. Rio Tinto, de son côté, a réalisé 53,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires consolidé en 2024. Ces chiffres ne signifient pas que Madagascar serait à l'origine de ces revenus. Ils montrent plutôt l'écart de puissance entre des groupes mondiaux qui transforment, vendent et arbitrent à l'échelle internationale, et un pays qui exporte encore une part importante de ses ressources sous forme brute ou semi-transformée²⁹.

À titre de comparaison, les exportations totales de Madagascar étaient estimées à 2,94 milliards de dollars en 2024 selon l'Atlas of Economic Complexity. Les principaux produits exportés incluaient le nickel brut, la vanille, le girofle, le minerai de titane, le textile et d'autres produits primaires ou semi-transformés. L'OEC indique notamment 482 millions de dollars pour le nickel brut, 273 millions de dollars pour la vanille, 221 millions de dollars pour le girofle, 165 millions de dollars pour le minerai de titane, et environ 52 millions de dollars pour le graphite³⁰.

²⁹ <https://www.givaudan.com/media/media-releases/2025/2024-full-year-results>

³⁰ <https://atlas.hks.harvard.edu/countries/450/export-basket>

L'écart est donc brutal : les ventes annuelles de Rio Tinto représentent environ **18 fois** la valeur totale des exportations malgaches. Les ventes combinées de Givaudan et Symrise représentent, à elles seules, plusieurs fois la valeur annuelle des exportations de vanille, de girofle et d'autres produits aromatiques de Madagascar. Encore une fois, cela ne veut pas dire que ces entreprises "prennent" directement cette valeur à Madagascar. Cela signifie que Madagascar vend des intrants dans des chaînes industrielles où la valeur finale se multiplie ailleurs.

Tableau d'asymétrie : ce que gagnent les groupes, ce que perçoit Madagascar

Chaîne de valeur	Valeur déclarée côté Madagascar	Revenus ou puissance des acteurs aval	Lecture stratégique
Vanille	Environ 273 M\$ d'exportations en 2024	Givaudan : 7,412 Md CHF de ventes en 2024 ; Symrise : 4,999 Md€ de ventes	Madagascar vend une matière première précieuse, mais les groupes aval captent la formulation, la marque, les contrats industriels, les extraits, les arômes et la relation client
Girofle / arômes / eugénol	Environ 221 M\$ d'exportations de girofle en 2024	Givaudan et autres groupes d'arômes structurent des filières mondiales d'ingrédients naturels	La matière agricole devient ingrédient industriel, puis produit cosmétique, alimentaire ou pharmaceutique
Nickel	Environ 482 M\$ d'exportations de nickel brut en 2024	Ambatovy produit du nickel de classe 1 et du cobalt ; Sumitomo indique environ 30 000 tonnes de nickel produites en FY2024	Le minerai est stratégique pour batteries, alliages et transition énergétique, mais Madagascar capte surtout l'amont de la chaîne
Ilménite / titane	Environ 165 M\$ pour le minerai de titane en 2024	Rio Tinto : 53,7 Md\$ de chiffre d'affaires consolidé en 2024 ; QMM produit de l'ilménite, source de dioxyde de titane	Le produit malgache entre dans des chaînes mondiales de pigments, peintures, papier, céramiques, technologies
Graphite	Environ 52 M\$ d'exportations en 2024	Utilisé dans batteries, industrie, matériaux avancés ; Madagascar est classé parmi les grands exportateurs mondiaux	Le graphite devient stratégique dans l'économie des batteries, mais la valeur dépend de la purification, de l'anode et des contrats industriels

Sources : OEC, Atlas of Economic Complexity, Givaudan, Symrise, Rio Tinto, Sumitomo, Rio Tinto QMM³¹.

³¹ <https://oec.world/en/profile/country/mdg>

L'exemple de la vanille : beaucoup de prestige, peu de capture industrielle

La vanille est le cas le plus parlant. Madagascar est souvent présenté comme le cœur mondial de la vanille naturelle. Symrise rappelle que la SAVA concentre environ **80 % de la vanille cultivée mondiale**, et Givaudan explique travailler avec environ **3 000 producteurs et leurs familles dans 32 villages** à Madagascar. Ces programmes montrent une présence structurée à la source, avec traçabilité, certification, appui aux producteurs et sécurisation des approvisionnements³².

Mais cette présence confirme aussi le point central : la source est à Madagascar, tandis que la puissance de formulation, de distribution, de marque et de relation client se trouve dans les groupes mondiaux. Symrise indique même disposer à Madagascar d'une chaîne intégrée allant de la préparation des gousses à l'extraction, via des installations à Antalaha et Benavony. C'est une forme de transformation locale, mais elle reste intégrée à une chaîne mondiale dont les décisions, les marges et les débouchés finaux sont pilotés par le groupe³³.

Le manque à gagner ne se mesure donc pas seulement à la différence entre le prix de la gousse et le prix d'un flacon d'extrait vendu en Europe. Il se mesure à tout ce que Madagascar ne contrôle pas : la marque, le standard, la certification, le contrat long, la formulation, le marketing, la distribution, la donnée client, le prix final. La gousse sort comme matière. Elle revient comme produit, récit, label et marge.

Estimation quantitative du manque à gagner

On peut construire une estimation prudente à partir des valeurs déclarées. En 2024, en additionnant cinq postes importants, on obtient environ :

Produit	Valeur exportée déclarée
Nickel brut	482 M\$
Vanille	273 M\$
Girofle	221 M\$
Minerai de titane	165 M\$
Graphite	52 M\$
Total indicatif	1,193 Md\$

Ce total n'est pas tout le commerce extérieur malgache. Il ne couvre que quelques filières symboliques de la dépendance. Mais il suffit à donner l'ordre de grandeur³⁴.

³² <https://www.symrise.com/sustainability/circular-economy/>

³³ <https://www.symrise.com/newsroom/article/symrise-brings-customers-and-consumers-closest-to-the-source-of-vanilla-from-madagascar>

³⁴ <https://oec.world/en/profile/country/mdg>

À partir de cette base, on peut construire trois scénarios de valeur additionnelle si Madagascar captait davantage de transformation, de certification, de fiscalité, de logistique et de marge industrielle locale.

Hypothèse de valeur locale supplémentaire	Gain théorique sur 1,193 Md\$
+10 % de valeur captée localement	119 M\$
+25 % de valeur captée localement	298 M\$
+50 % de valeur captée localement	596 M\$

Ces montants ne sont pas des recettes fiscales automatiques. Ils représentent une **valeur économique locale potentielle** : salaires, énergie, services, impôts, transport, sous-traitance, transformation, emballage, certification, marges d'entreprises locales. Si l'État ne captait fiscalement que **10 %** de cette valeur additionnelle, cela représenterait déjà environ **12 M\$ à 60 M\$** de recettes publiques supplémentaires selon le scénario. Si la capture fiscale et parafiscale atteignait **15 %**, l'ordre de grandeur monterait à **18 M\$ à 89 M\$**.

La conclusion est simple : même une petite montée en gamme changerait déjà la capacité publique. Le problème n'est donc pas seulement de produire plus. Il est de capter plus à chaque tonne produite.

La sous-déclaration : le trou noir de la valeur

Mais ce calcul repose sur une hypothèse fragile : que les volumes déclarés reflètent fidèlement les volumes réels. Or c'est précisément l'un des angles morts de l'État malgache. Les statistiques commerciales internationales reposent largement sur des données déclarées. WITS rappelle d'ailleurs que certaines données d'exportation sont fondées sur des données déclarées et non « gap filled », ce qui impose de vérifier la couverture et la disponibilité des données³⁵.

Dans les filières formelles et industrielles, le contrôle est plus structuré. Mais dans les filières dispersées, artisanales, minières, aurifères, forestières ou portuaires, le risque de sous-déclaration, de contournement, de fraude ou de complaisance administrative est réel. Ce risque n'est pas une hypothèse abstraite. L'EITI indique que Madagascar a comparé ses données nationales d'exportation d'or avec les statistiques commerciales internationales et estimé qu'environ **10 tonnes d'or** auraient pu être exportées illégalement entre 2016 et 2023. L'U4 Anti-Corruption Resource Centre évoque de son côté près de **2 tonnes d'or sorties clandestinement chaque année**, avec corruption et blanchiment à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur³⁶.

L'or n'est pas la vanille, le nickel ou l'ilménite. Mais il révèle une faiblesse systémique : lorsque l'État ne contrôle pas les sorties, la statistique officielle devient une partie de la réalité, pas toute la réalité.

³⁵ <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/MDG/Year/2023/TradeFlow/Export/Partner/BY-REGION/Product/UNCTAD-SoP1>

³⁶ <https://eiti.org/eiti-progress-report-2025>

On peut donc ajouter une simulation de sous-déclaration sur les 1,193 milliard de dollars de valeur exportée déclarée.

Hypothèse de sous-déclaration ou de valeur non captée	Valeur potentiellement invisible
10 %	119 M\$
20 %	239 M\$
30 %	358 M\$

Même si l'on applique une fiscalité minimale de 5 % à cette valeur invisible, le manque fiscal potentiel serait de 6 M\$ à 18 M\$. À 10 %, il serait de 12 M\$ à 36 M\$. Mais le vrai manque à gagner est supérieur à la seule fiscalité : il inclut la devise non rapatriée, les salaires non créés, les services non achetés localement, les infrastructures non financées et les données perdues.

Le problème n'est pas seulement la fraude, c'est la capacité de contrôle

Il faut être précis. Toutes les entreprises internationales ne fraudent pas. Toutes les exportations ne sont pas sous-déclarées. Toutes les aides ne sont pas des écrans. Mais dans un pays où l'État est faible, où les frontières sont poreuses, où les moyens de contrôle sont limités et où la corruption est documentée, la capacité à vérifier les volumes devient une question de souveraineté.

Transparency International attribue à Madagascar un score de 25/100 dans son indice de perception de la corruption, avec un classement très bas à l'échelle mondiale. Le Monde relevait en 2024 que le secteur minier malgache souffre d'opacité des licences, de corruption et d'absence d'infrastructures, ce qui décourage aussi les investisseurs sérieux³⁷.

Le manque à gagner ne vient donc pas seulement de la captation extérieure. Il vient aussi de la faiblesse intérieure : incapacité à peser les volumes, à vérifier la teneur, à contrôler les sorties de carrière, à croiser les données douanières avec les données portuaires, à publier les bénéficiaires effectifs, à sanctionner les écarts, à protéger les lanceurs d'alerte.

C'est là que la corruption change de nature. Elle n'est plus seulement une enveloppe ou une faveur. Elle devient une technologie de maintien du système. Elle rend invisible ce qui devrait être mesuré. Elle transforme le manque à gagner en normalité administrative. Elle permet au pays de perdre deux fois : une première fois lorsque la matière sort sans transformation, une seconde fois lorsque la quantité réelle, la qualité réelle ou le prix réel ne sont pas pleinement captés.

Le chiffre d'affaires des multinationales ne provient pas uniquement de Madagascar, mais il révèle l'asymétrie centrale : les groupes mondiaux diversifient leurs sources, leurs marchés et leurs marges, tandis que Madagascar reste dépendant de quelques flux bruts qu'il contrôle

³⁷ <https://www.transparency.org/en/countries/madagascar>

mal. La perte n'est donc pas seulement dans le prix de vente. Elle est dans l'incapacité à vérifier le volume, à transformer la matière, à taxer la valeur et à retenir la marge.

Autrement dit :

Madagascar ne perd pas seulement parce qu'il vend brut. Il perd parce qu'il ne sait pas toujours combien il vend réellement, à quelle qualité, à quel prix, par quel intermédiaire et au bénéficiaire final de qui. La dépendance commence dans l'usine absente. Elle se prolonge dans la douane faible. Elle s'achève dans la statistique officielle, qui rassure parfois plus qu'elle ne révèle.

C. Le verrou bancaire : quand le crédit protège davantage l'ordre existant qu'il ne finance la transformation

À Madagascar, le problème bancaire n'est pas seulement le coût du crédit. Il est plus profond : le système financier est étroit, concentré, largement connecté à des maisons-mères étrangères ou régionales, et structurellement plus à l'aise avec le commerce, l'importation, les grands comptes et les acteurs déjà établis qu'avec l'industrialisation longue.

Le secteur bancaire malgache compte **13 banques commerciales** : BMOI, BNI, SGM devenue BRED Madagasikara, BOA, MCB, SBM, AccèsBanque Madagascar, BGFI, Baobab Banque Madagascar, Banky First, SIPEM, M'Vola Bank et AFG Banque Madagascar. La plupart sont liées à des groupes basés au Maroc, à Maurice, en France ou en Afrique continentale, et les quatre premières concentrent plus de **80 % des actifs et des dépôts**. Le guide commercial américain précise aussi que les banques privilégient les prêts courts, qui représentent environ **52 %** de l'ensemble des prêts, en raison du risque perçu, du manque de produits financiers sophistiqués et de l'absence de marché secondaire permettant de transférer le risque³⁸.

Cette structure produit un effet mécanique : le crédit va plus facilement vers ceux qui sont déjà lisibles, garantis, introduits, solvables, adossés à des contrats, à des importations, à des actifs immobiliers ou à des relations institutionnelles. L'entrepreneur qui veut construire une usine, financer une ligne de transformation, attendre trois à cinq ans avant rentabilité, acheter des machines ou structurer une chaîne d'exportation certifiée se retrouve face à un mur.

Qui détient les banques ?

Le paysage bancaire malgache n'est pas homogène. Il y a des banques liées à des groupes marocains, mauriciens, français, gabonais, panafricains, ivoiriens, malgaches ou à des acteurs de la microfinance. Mais le point commun est la distance entre le capital de décision et l'entrepreneur productif local.

³⁸ <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/madagascar-trade-financing>

Banque	Maison-mère ou actionnaires connus	Lecture stratégique
BNI Madagascar	Actionnariat public documenté : 51 % IOFHL , holding mauricienne détenue par Axian Financial Services Ltd et Ciel Finance Ltd ; 32,58 % État malgache ; 10 % Axian direct ; 2 % Ciel direct ; 4,42 % particuliers, principalement personnel et anciens employés . IFC indique aussi que BNI détient environ 20 % du marché des prêts nets et un bilan d'environ 900 M\$³⁹ .	Banque centrale dans le dispositif national, mais adossée à une alliance capitalistique régionale Axian/Ciel et à une participation significative de l'État.
BMOI	Le groupe marocain BCP a finalisé en 2019 l'acquisition de 71 % du capital de BMOI auprès du groupe BPCE ⁴⁰ .	Banque d'entreprise et de commerce international, positionnée sur les entreprises, institutionnels et clients haut de gamme.
BRED Madagasikara / ex-Société Générale Madagasikara	Société Générale a signé en 2024 un accord de cession de ses 70 % dans Société Générale Madagasikara à BRED Banque Populaire⁴¹ .	Passage d'une grande maison française à une autre structure bancaire française, avec continuité des portefeuilles clients et des activités.
BOA Madagascar	Rattachée au groupe Bank of Africa , lui-même contrôlé majoritairement par Bank of Africa BMCE Group . BOA Group indique que BMCE est son principal actionnaire, avec plus de 72 % du capital de BOA Group dans ses données publiées ⁴² .	Groupe bancaire marocain/panafricain, fortement structuré autour du commerce, des entreprises et de la banque classique.
MCB Madagascar	Rattachée au MCB Group de Maurice, qui indique des activités bancaires à Madagascar, aux Seychelles, aux Maldives, à La Réunion, à Mayotte, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya et aux Émirats ⁴³ .	Banque mauricienne régionale, utile aux flux commerciaux, aux entreprises et aux relations financières de l'océan Indien.
SBM Madagascar	Rattachée au groupe mauricien SBM Holdings , présent notamment à Madagascar, en Inde et au Kenya. Les données de marché indiquent une présence significative d'actionnaires mauriciens publics et institutionnels au niveau de SBM Holdings ⁴⁴ .	Autre relais bancaire mauricien, avec logique de banque régionale et de réseau.

³⁹ <https://disclosures.ifc.org/project-detail/SII/48039/mfp-bop-bni-madagascar>

⁴⁰

https://www.groupebcp.com/en/Pages/MADAGASCAR_LA_BCP_FINALISE_L_ACQUISITION_DE_LA_BMOI.aspx

⁴¹ <https://www.societegenerale.com/en/news/press-release/agreement-bred-banque-populaire-sell-its-subsidiary-madagascar>

⁴² <https://boa-grp.mydigitalpro.net/en/key-figures?>

⁴³ <https://mcbgroup.com/company-profile>

⁴⁴ <https://www.stockexchangeofmauritius.com/media/11687/22092025sbmlp.pdf>

Banque	Maison-mère ou actionnaires connus	Lecture stratégique
BGFI Bank Madagascar	BGFI Madagascar indique un capital détenu à 61,65 % par BGFI Holding Corporation SA et 38,35 % par divers actionnaires privés malgaches ⁴⁵ .	Banque d'affaires et de grands comptes, liée au groupe BGFI d'origine gabonaise.
Baobab Banque Madagascar	Filiale du Baobab Group , réseau international de services financiers orienté microentrepreneurs et petites entreprises. Baobab revendique plus de 1,6 million de clients et plus d' 1 milliard d'euros de nouveaux prêts décaissés par an dans son réseau ⁴⁶ .	Banque plus tournée vers microentrepreneurs et inclusion, mais avec des tickets souvent éloignés de l'industrie lourde.
AccèsBanque Madagascar	Initialement liée à AccessHolding ; en 2024, AFG Holding a annoncé l'acquisition d'une participation de contrôle dans AccessHolding, incluant indirectement ses filiales africaines ⁴⁷ .	Microfinance et PME, mais avec logique de groupe panafricain et gestion du risque standardisée.
AFG Banque Madagascar	Filiale d' Atlantic Financial Group , bras financier d'Atlantic Group, fondé par l'homme d'affaires ivoirien Koné Dossongui et actif dans banque, assurance, microfinance, industrie, agro-industrie, technologies ⁴⁸ .	Entrée d'un acteur panafricain diversifié, avec potentiel de réseau mais aussi logique de groupe.
M'Vola Bank	Issue de l'écosystème AXIAN / Telma / M'Vola . AXIAN indique que M'Vola est devenu établissement de monnaie électronique en 2018 puis première banque digitale de Madagascar en 2021 ⁴⁹ .	Banque digitale et mobile money, très forte sur les paiements et l'accès grand public, mais encore à distinguer du financement industriel long.
SIPEM Banque	Créée à l'origine autour de l'initiative APEM/SIDI pour soutenir micro et petites entreprises ; devenue banque territoriale en 2014 ⁵⁰ .	Acteur important pour petites entreprises, mais son échelle ne suffit pas à financer une transformation industrielle nationale.
Banky First	Banky First indique être issue de la Banque des Mascareignes Madagascar, rachetée par le groupe bancaire panafricain BCP , puis devenue Banky First en 2020 ⁵¹ .	Petite banque du réseau BCP, davantage positionnée inclusion, services et PME que

⁴⁵ <https://mg.linkedin.com/company/bgfibank-madagasikara>

⁴⁶ <https://baobab.com/en/home/>

⁴⁷ <https://accessholding.com/afg-holding-sa-acquires-access-microfinance-holding-ag/>

⁴⁸ <https://afgholding-sa.com/en/presentation-afg-holding/>

⁴⁹ <https://www.axian-group.com/cluster/axian-digibank-fintech/>

⁵⁰ <https://www.horus-df.com/assignments/digital-finance/design-sipem-banques-digital-strategy>

⁵¹ <https://mg.linkedin.com/company/banky-first>

Banque	Maison-mère ou actionnaires connus	Lecture stratégique
		grands financements industriels.

Qui tient les relations avec les maisons-mères ?

La question est décisive, mais elle doit être formulée avec prudence. Les relations avec les maisons-mères ne sont pas seulement détenues par des organigrammes. Elles sont tenues par des **interfaces locales** : conseils d'administration, directions générales, comités de crédit, grands clients, cabinets d'affaires, réseaux patronaux, importateurs structurés, détenteurs de marchés publics, groupes qui disposent déjà de garanties et d'une surface financière.

Autrement dit, celui qui a accès au crédit n'est pas toujours celui qui a le meilleur projet productif. C'est souvent celui qui est déjà **bankable** : il possède du foncier, des contrats, des flux d'importation, des garanties, une relation historique avec la banque, une capacité de nantissement, un accès aux devises, ou une proximité avec les grands réseaux économiques.

C'est là que le cloisonnement commence. Les entrepreneurs ordinaires sont poussés vers des projets modestes, rapides, peu capitalistiques. Commerce, distribution, petit service, importation, trésorerie, stock, consommation. À l'inverse, les projets industriels demandent du temps, des machines, de l'énergie, des autorisations, des normes, des ingénieurs, des débouchés. Ils sont plus risqués pour la banque. Donc ils sont moins financés.

Le résultat est paradoxal : **le système bancaire dit financer l'économie, mais il finance surtout l'économie déjà compatible avec la rente existante**. Les projets qui prolongent les circuits connus sont plus faciles à financer que ceux qui changeraient la structure productive.

Le crédit court enferme l'entrepreneur dans le petit

Le coût du crédit et son horizon temporel enferment les entrepreneurs dans une économie de court terme. Quand les prêts sont chers, courts et garantis par des actifs personnels, l'entrepreneur rationnel évite les projets longs. Il préfère acheter et revendre, importer et distribuer, faire tourner un stock, financer une commande, louer un local, acheter un véhicule, ouvrir une petite activité.

Ce n'est pas un manque d'ambition. C'est une rationalité de survie.

La Banque mondiale rappelle que le crédit au secteur privé représentait seulement **15,2 % du PIB à fin 2024**, contre **26,7 % en moyenne en Afrique subsaharienne**. Elle indique aussi que seuls **1,1 % des investissements des entreprises** et **5,1 % de leur fonds de roulement** sont financés par les banques à Madagascar, contre respectivement **8,9 %** et **8,0 %** en moyenne en Afrique subsaharienne⁵².

⁵²

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Ces chiffres disent tout. L'entrepreneur malgache ne manque pas seulement d'idées. Il manque de levier. Il finance son développement par ses proches, par sa trésorerie, par des avances, par des marges faibles, parfois par la diaspora. Il avance lentement parce qu'il n'a pas accès au multiplicateur bancaire.

Or l'industrie a besoin de multiplicateur. Une usine ne se finance pas comme un kiosque. Un extracteur d'huile essentielle, une chambre froide, une ligne de conditionnement, une petite unité de séchage, un laboratoire qualité, une certification export, une centrale solaire dédiée : tout cela demande un crédit long, patient, structuré.

Quand les validateurs du crédit appartiennent au monde de la rente

Il faut être précis : les banques ne sont pas censées valider un projet politiquement. Elles le valident selon des critères de risque, de garantie, de rentabilité, de conformité et de capacité de remboursement. Mais dans une économie où la rente domine, ces critères deviennent socialement biaisés.

Les projets les plus « sûrs » sont souvent ceux qui reposent déjà sur les circuits dominants : importation de produits finis, distribution de marques étrangères, contrats avec grands groupes, marchés publics, carburants, logistique, immobilier, commerce urbain, sous-traitance pour opérateurs établis. À l'inverse, les projets qui cherchent à transformer localement une matière première, créer une filière, concurrencer des importateurs ou réduire la dépendance sont perçus comme plus incertains.

La banque ne dit pas : « nous protégeons la rente ». Elle dit : « le risque est trop élevé ». Mais le résultat peut être le même.

Le filtre bancaire devient alors un filtre politique silencieux. Il ne censure pas les idées. Il les rend non finançables. Il ne bloque pas l'industrie par décret. Il l'asphyxie par absence de crédit long.

C'est l'un des mécanismes les plus puissants de la boucle : **les acteurs capables de valider les projets sont souvent ceux qui comprennent, fréquentent ou financent déjà l'économie existante.** Ils ne sont pas nécessairement hostiles au changement. Mais leur modèle de risque est construit sur le monde tel qu'il est, pas sur le monde qu'il faudrait bâtir.

Calcul du manque à gagner : le trou de crédit productif

On peut estimer l'ordre de grandeur du manque à gagner.

Selon les données commerciales américaines, les prêts au secteur privé représentaient environ **2,52 milliards de dollars**, soit **15,3 % du PIB** en juin 2024. Cela implique un PIB nominal d'environ :

$$2,52 \text{ Md\$} \div 15,3 \% = \text{environ } 16,5 \text{ Md\$}$$

La Banque mondiale donne un ratio très proche : **15,2 % du PIB** pour Madagascar, contre **26,7 %** pour l’Afrique subsaharienne. L’écart est donc de :

$$26,7 \% - 15,2 \% = 11,5 \text{ points de PIB}$$

Appliqué à un PIB d’environ **16,5 Md\$**, cela donne :

$$16,5 \text{ Md\$} \times 11,5 \% = \text{environ } 1,9 \text{ Md\$}$$

Madagascar aurait donc environ 1,9 milliard de dollars de crédit privé supplémentaire si le pays atteignait simplement la moyenne de l’Afrique subsaharienne. En ariary, selon le taux de change retenu, cela représente approximativement **8 500 à 9 000 milliards d’ariary** de crédit additionnel potentiel.

Ce n’est pas une recette publique automatique. C’est une capacité de financement privée manquante.

Que représenterait ce crédit pour le PIB ?

Il faut éviter une erreur : 1,9 milliard de dollars de crédit supplémentaire ne signifie pas automatiquement 1,9 milliard de PIB supplémentaire.

Le crédit peut financer des importations, de la consommation, de l’immobilier spéculatif ou des activités peu productives. Mais s’il était orienté vers des projets productifs, il pourrait générer une valeur ajoutée importante.

Voici une simulation prudente.

Hypothèse	Crédit additionnel orienté vers l’économie productive	Valeur ajoutée annuelle générée	Effet potentiel sur le PIB
Scénario prudent	1,9 Md\$ × 15 %	285 M\$	≈ +1,7 % du PIB
Scénario intermédiaire	1,9 Md\$ × 25 %	475 M\$	≈ +2,9 % du PIB
Scénario volontariste	1,9 Md\$ × 35 %	665 M\$	≈ +4,0 % du PIB

Cette simulation ne prédit pas la croissance. Elle illustre l’ordre de grandeur du manque à gagner. Si Madagascar atteignait seulement le niveau moyen de crédit privé de l’Afrique subsaharienne, et si une partie significative de ce crédit était orientée vers la transformation locale, le pays pourrait créer plusieurs centaines de millions de dollars de valeur ajoutée annuelle supplémentaire.

Le vrai enjeu n’est donc pas seulement d’augmenter le crédit. C’est de changer sa destination.

Ce que cela changerait concrètement

Avec une partie de ce crédit manquant, Madagascar pourrait financer :

Usage productif	Effet attendu
Unités de transformation vanille, girofle, huiles essentielles	Plus de valeur captée localement, emplois qualifiés, certifications
Chambres froides et logistique agricole	Réduction des pertes, meilleure qualité, prix plus stables
Équipements agroalimentaires	Substitution aux importations, emplois locaux
Énergie dédiée aux zones productives	Fiabilité industrielle, baisse du coût de production
Fonds de garantie PME industrielles	Réduction du risque bancaire, accès au crédit pour nouveaux acteurs
Laboratoires qualité et normes export	Accès à des marchés mieux rémunérés
Plateformes de données et traçabilité	Contrôle des flux, fiscalité plus juste, lutte contre sous-déclaration

La différence est fondamentale : un crédit qui finance l'importation entretient la dépendance. Un crédit qui finance la transformation crée de la souveraineté.

Constat :

Le verrou bancaire est l'un des mécanismes les plus silencieux de la dépendance malgache. Les banques ne bloquent pas l'industrie par discours. Elles la bloquent par horizon court, coût élevé, exigence de garanties et préférence pour les acteurs déjà solvables. Résultat : l'entrepreneur est invité à rester petit, rapide, prudent, commercial. L'industrie, elle, exige du temps, du risque et du capital patient.

Autrement dit :

À Madagascar, le crédit ne manque pas seulement. Il circule dans un couloir étroit. Il va vers ceux qui possèdent déjà les garanties, les relations et les flux. Il accompagne plus facilement la rente existante qu'il ne finance la rupture productive. C'est ainsi qu'un pays riche en ressources peut rester pauvre en usines : non parce que l'idée manque, mais parce que le capital patient est confisqué par la logique du risque court.

Quantitativement :

Le retard de crédit privé de Madagascar par rapport à la moyenne subsaharienne représente environ 11,5 points de PIB, soit près de 1,9 milliard de dollars de financement manquant. Même si seulement un quart de ce montant se transformait chaque année en valeur ajoutée productive, cela représenterait environ 475 millions de dollars, soit près de 3 % du PIB. Ce n'est pas un détail technique. C'est une machine de croissance absente.

D. La capture de l'économie : quand l'intermédiation devient pouvoir

La capture de l'économie ne commence pas toujours par le vol visible. Elle commence souvent par la maîtrise des passages obligés. À Madagascar, ces passages sont connus : l'énergie, les banques, les licences, les importations, les concessions, les marchés publics, les douanes, les ports, les grands contrats, les relations avec les bailleurs et les partenariats internationaux.

Le cas de la JIRAMA illustre ce mécanisme avec une brutalité particulière. Le FMI indique que la dette totale de la société atteignait **4 087 milliards d'ariary fin 2023**, soit environ **5,8 % du PIB**, et que ses arriérés envers le secteur privé atteignaient **1 543 milliards d'ariary en janvier 2025**. Autrement dit, l'énergie n'est pas seulement un secteur défaillant. Elle devient une plateforme d'endettement, de dépendance et de négociation permanente avec des fournisseurs privés, des bailleurs, l'État et les usagers⁵³.

Dans une économie normale, l'énergie sert à produire. Dans une économie capturée, l'énergie sert aussi à tenir le pays. Celui qui contrôle l'approvisionnement, le carburant, les contrats, les groupes électrogènes, les paiements différés, les arriérés et les urgences contrôle une partie de la respiration économique nationale. Quand l'électricité manque, les usines ne naissent pas. Quand les usines ne naissent pas, les importateurs prospèrent. Quand les importateurs prospèrent, l'économie reste dépendante. La panne n'est plus seulement une panne. Elle devient une organisation.

C'est ici que la capture prend sa forme la plus subtile. Elle ne détruit pas toujours l'État. Elle l'habite. Elle parle son langage. Elle siège dans ses comités. Elle participe aux forums. Elle signe des mémorandums. Elle négocie avec les partenaires étrangers au nom du pays, tout en conservant les positions qui permettent de tirer profit de la dépendance du pays.

Ce dossier le formule déjà : la politique devient le terrain d'une élite qui ne cherche plus nécessairement à transformer le pays, mais à occuper la place d'intermédiaire entre la ressource nationale et les bénéficiaires extérieurs.

Les mêmes interfaces, de la rente locale aux partenariats internationaux

C'est le point le plus sensible. Ceux qui ont la main sur les circuits internes sont souvent les mieux placés pour parler au nom de l'économie nationale à l'extérieur. Ils connaissent les banques, les ambassades, les bailleurs, les investisseurs, les cabinets d'affaires, les ministères, les chambres de commerce, les réseaux patronaux, les délégations officielles. Ils maîtrisent le vocabulaire du partenariat, de l'investissement, de la transition énergétique, de la souveraineté alimentaire, de la croissance inclusive.

Des événements comme **Africa Forward**⁵⁴ illustrent ce type d'interface. Le sommet de Nairobi, les 11 et 12 mai 2026, a été présenté comme un moment destiné à renforcer les partenariats économiques entre l'Afrique, la France et l'Europe, avec une rencontre réunissant chefs d'entreprise, investisseurs, décideurs influents, ministres, institutions

⁵³ <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2025/english/1mdgea2025003-source-pdf.pdf>

⁵⁴ <https://www.diapason.mg/africa-forward-lafrique-veut-changer-les-regles/>

financières et représentants du secteur privé⁵⁵. Le ministère français des Affaires étrangères décrit également ce sommet comme un espace réunissant États, dirigeants économiques, jeunes, société civile et diasporas autour de solutions liées à l'investissement, l'énergie, la connectivité, la souveraineté alimentaire et la compétitivité⁵⁶.

En soi, ce type de forum n'est pas problématique. Un pays a besoin de partenaires. Il a besoin d'investissements. Il a besoin de réseaux. Le problème apparaît lorsque les mêmes acteurs qui participent à la rente interne deviennent les interlocuteurs naturels des partenaires externes. Dans ce cas, l'ouverture internationale ne casse pas le système. Elle peut le renforcer.

La logique est simple : les partenaires étrangers cherchent des interlocuteurs fiables, solvables, visibles, déjà introduits. Les bailleurs cherchent des acteurs capables d'exécuter. Les entreprises étrangères cherchent des partenaires locaux qui savent obtenir des autorisations, sécuriser un terrain, naviguer dans l'administration, comprendre les risques politiques. Or, très souvent, ceux qui savent faire cela sont précisément ceux qui maîtrisent déjà les mécanismes de la rente.

Le Monde rapportait par exemple qu'un investissement autour du site stratégique d'Antsiranana faisait partie d'une trentaine de projets prioritaires convenus entre le MEDEF et le Groupement des Entreprises de Madagascar, avec un mémorandum d'entente signé après la visite du chef de l'État malgache à Paris⁵⁷. Là encore, l'enjeu n'est pas de condamner le principe de tels projets. L'enjeu est de poser la bonne question : qui négocie, au nom de qui, avec quel mandat économique, pour quelle redistribution de valeur, et avec quelle capacité de contrôle public ?

C'est là que se trouve la clé. Dans une économie capturée, l'élite d'intermédiation devient indispensable aux deux côtés. Elle rassure l'étranger parce qu'elle parle le langage des affaires. Elle rassure l'État parce qu'elle promet l'investissement. Elle rassure parfois la population parce qu'elle inaugure, finance, donne, sponsorise, emploie, répare ponctuellement. Mais elle peut aussi neutraliser toute transformation profonde, car cette transformation menacerait sa propre fonction d'intermédiaire.

Le paradoxe des millionnaires : servir le pays sans changer le système

Le paradoxe des millionnaires est peut-être le cœur psychologique de cette architecture. Beaucoup d'acteurs économiques puissants ne se perçoivent pas comme des prédateurs. Ils pensent rendre service au pays.

Ils créent des emplois. Ils financent des événements. Ils construisent des écoles. Ils soutiennent des fondations. Ils investissent dans des secteurs visibles. Ils parlent de Madagascar dans les forums internationaux. Ils attirent des partenaires. Ils peuvent même sincèrement croire qu'ils font mieux que l'État.

⁵⁵ <https://www.ccifm.mg/evenements/event-details/event/africa-forward.html>

⁵⁶ <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/presse-et-ressources/decouvrir-et-informer/actualites/sommet-africa-forward-partenariats-entre-l-afrique-et-la-france-pour-l-innovation-et-la-croissance>

⁵⁷ https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2026/05/11/in-madagascar-russia-seeks-a-new-african-stronghold_6753320_124.html

Et parfois, c'est partiellement vrai. Dans un pays où l'État est faible, l'acteur privé puissant remplit des vides. Il livre du carburant, finance des infrastructures, importe des biens essentiels, installe des réseaux, soutient des communautés, apporte des capitaux, ouvre des portes. Il devient donc facile pour lui de se vivre comme un bienfaiteur.

Mais c'est précisément le paradoxe. On peut rendre service dans le détail tout en maintenant la dépendance dans l'ensemble. On peut financer une école et empêcher l'émergence d'une industrie concurrente. On peut créer des emplois précaires et bloquer la montée en gamme. On peut aider des producteurs tout en conservant le contrôle de leur débouché. On peut parler de patriotisme économique tout en préférant un pays qui importe, emprunte, déleste et vend brut.

Le millionnaire de rente ne se voit pas toujours comme l'agent d'un blocage. Il se voit comme celui qui fait fonctionner un pays qui ne fonctionne pas. Il dit : sans moi, il n'y aurait pas d'approvisionnement. Sans moi, pas de carburant. Sans moi, pas de banque. Sans moi, pas d'investisseur étranger. Sans moi, pas de projet. Il se confond alors avec la solution, alors qu'il est parfois l'expression la plus sophistiquée du problème.

Ce mécanisme est d'autant plus puissant qu'il n'a pas besoin d'un complot. Il fonctionne par intérêts alignés. L'entreprise étrangère veut un partenaire local fiable. Le partenaire local veut garder sa position. L'État veut des annonces, des projets et des financements. Le bailleur veut un interlocuteur capable d'exécuter. La population veut des résultats visibles. Tout le monde obtient quelque chose à court terme. Mais le pays, lui, ne change pas de place dans la chaîne de valeur.

E. La capture n'est pas seulement économique, elle est narrative

La dernière couche de la capture est celle du récit. Le système ne dit jamais : nous maintenons la dépendance. Il dit : nous investissons. Nous modernisons. Nous connectons. Nous accompagnons. Nous stabilisons. Nous créons des emplois. Nous participons à la transformation.

Ce vocabulaire peut être sincère. Mais il doit être jugé à une seule mesure : la valeur reste-t-elle davantage à Madagascar ? Si la réponse est non, alors le récit de transformation devient un habillage.

La vraie frontière n'est donc pas entre nationaux et étrangers. Elle est entre ceux qui déplacent la valeur vers Madagascar et ceux qui organisent seulement sa circulation hors de Madagascar. Un acteur malgache peut participer à la dépendance. Un partenaire étranger peut contribuer à la transformation. La question n'est pas l'origine. La question est la fonction.

La capture de l'économie ne consiste pas seulement à posséder des entreprises. Elle consiste à contrôler les points de passage entre Madagascar et le monde : énergie, crédit, licences, importations, concessions, marchés publics, forums d'investissement. Ceux qui tiennent ces passages deviennent les interprètes obligés du pays auprès des partenaires étrangers. Ils parlent au nom de la transformation, mais vivent souvent de l'intermédiation.

Autrement dit :

Le paradoxe des millionnaires est là : ils peuvent sincèrement penser rendre service au pays, parce qu'ils financent, importent, embauchent, négocient et représentent Madagascar dans les grands forums. Mais tant que leur richesse dépend d'un pays qui déleste, importe, emprunte et exporte brut, leur réussite personnelle devient le symptôme d'un échec collectif.

F. Énergie et crédit : la double panne qui empêche l'économie de grandir

Dans une économie productive normale, l'énergie et le crédit jouent le même rôle que le sang dans un organisme. L'énergie fait tourner les machines. Le crédit permet d'acheter ces machines, de financer les stocks, d'attendre les revenus futurs, de supporter les délais, de recruter et de monter en qualité. Lorsqu'un pays manque des deux, il ne s'industrialise pas. Il bricole.

C'est exactement ce que racontent les chiffres. Selon la Banque mondiale, **52 % des entreprises malgaches subissent des coupures électriques**. Elles connaissent en moyenne **6,3 coupures par mois**, d'une durée moyenne de **3,9 heures**.

Le plus grave n'est pas seulement la coupure elle-même. C'est son coût : les pertes liées aux coupures représentent en moyenne **24 % du chiffre d'affaires annuel** des entreprises touchées.

À titre de comparaison, cette perte moyenne est de **8,3 % en Afrique subsaharienne** et de **4 % au niveau mondial**. La Banque mondiale souligne aussi qu'il faut en moyenne **73 jours** pour obtenir un raccordement électrique à Madagascar, contre **40 jours** en moyenne en Afrique subsaharienne⁵⁸.

Ce chiffre de 24 % doit être lu comme une taxe invisible. Ce n'est pas une taxe votée par le Parlement. Ce n'est pas une taxe collectée par l'administration fiscale. Mais c'est une ponction réelle sur l'activité. Chaque coupure détruit du chiffre d'affaires, ralentit la production, abîme les machines, augmente les coûts, oblige à acheter du carburant, à louer des groupes électrogènes, à payer des heures perdues, à refuser des commandes ou à livrer en retard.

L'entreprise malgache ne commence donc pas la compétition au même niveau que ses concurrentes étrangères. Avant même d'exporter, elle doit survivre à son environnement. Elle paie l'électricité quand elle existe, puis elle paie le groupe électrogène quand elle disparaît. Elle paie la panne, puis elle paie la solution de secours. Elle paie deux fois pour produire une seule fois.

58

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Le manque à gagner lié aux coupures

Pour mesurer l'ampleur du problème, il faut comparer Madagascar à une situation "normale". Prenons deux références :

Référence	Pertes liées aux coupures pour les entreprises touchées
Madagascar	24 % du chiffre d'affaires annuel
Moyenne Afrique subsaharienne	8,3 %
Moyenne mondiale	4 %

L'écart avec la moyenne africaine est donc de :

$$24 \% \text{ moins } 8,3 \% = 15,7 \text{ points de chiffre d'affaires perdus en excès}$$

L'écart avec la moyenne mondiale est encore plus lourd :

$$24 \% \text{ moins } 4 \% = 20 \text{ points de chiffre d'affaires perdus en excès}$$

Mais toutes les entreprises ne déclarent pas subir des coupures. La Banque mondiale indique que **52 %** des entreprises sont touchées. Si l'on pondère l'écart par cette proportion, on obtient un ordre de grandeur national :

Écart avec l'Afrique subsaharienne :

$$52 \% \times 15,7 \% = 8,16 \% \text{ du chiffre d'affaires total des entreprises}$$

Écart avec le monde :

$$52 \% \times 20 \% = 10,4 \% \text{ du chiffre d'affaires total des entreprises}$$

Autrement dit, à cause de l'intensité anormale des pertes énergétiques, Madagascar pourrait perdre l'équivalent de **8 à 10 % du chiffre d'affaires total des entreprises formelles**, par rapport à une situation déjà imparfaite mais plus normale.

Voici une simulation prudente :

Chiffre d'affaires annuel des entreprises formelles retenu	Perte excessive par rapport à la moyenne africaine	Perte excessive par rapport à la moyenne mondiale
1 milliard \$	82 millions \$	104 millions \$
5 milliards \$	408 millions \$	520 millions \$
10 milliards \$	816 millions \$	1,04 milliard \$

Ces montants ne sont pas directement du PIB perdu. Le chiffre d'affaires n'est pas la valeur ajoutée. Mais ils représentent de l'activité détruite, des commandes non honorées, des marges effacées, des salaires non créés, des impôts non collectés, des investissements différés.

Si l'on retient un ratio prudent de valeur ajoutée de **20 à 35 %** sur le chiffre d'affaires perdu, le manque à gagner en PIB devient déjà considérable.

Base de chiffre d'affaires	Perte excessive de chiffre d'affaires par rapport à l'Afrique subsaharienne	Valeur ajoutée perdue estimée, à 20 %	Valeur ajoutée perdue estimée, à 35 %
1 milliard \$	82 millions \$	16 millions \$	29 millions \$
5 milliards \$	408 millions \$	82 millions \$	143 millions \$
10 milliards \$	816 millions \$	163 millions \$	286 millions \$

La conclusion est nette : si le tissu formel malgache réalisait seulement **5 milliards de dollars** de chiffre d'affaires annuel, l'écart énergétique avec la moyenne africaine pourrait représenter autour de **80 à 140 millions de dollars de PIB perdu** chaque année. Avec une base de **10 milliards de dollars**, la perte potentielle approcherait **160 à 290 millions de dollars**.

Ce n'est pas un détail technique. C'est une usine invisible qui détruit la richesse avant qu'elle ne soit produite.

Le crédit : deuxième verrou de la machine

Le second blocage est financier. Selon la Banque mondiale, seulement **8 % des entreprises malgaches** déclarent avoir accès à un prêt bancaire ou à une ligne de crédit, contre **19,5 % en Afrique subsaharienne** et **32 % au niveau mondial**.

Bis repetita : seulement **1,1 % des investissements des entreprises** sont financés par les banques à Madagascar, contre **8,9 % en moyenne en Afrique subsaharienne**. Pour le fonds de roulement, les banques financent **5,1 %** des besoins des entreprises malgaches, contre **8 %** en Afrique subsaharienne⁵⁹.

Le chiffre le plus violent est celui-ci : **1,1 %**. Cela veut dire que l'investissement productif des entreprises malgaches se fait presque sans banque. Les entrepreneurs investissent avec leur trésorerie, leur famille, leurs économies, leurs fournisseurs, parfois la diaspora. Ils avancent par petits pas. Ils évitent les projets lourds. Ils réduisent l'ambition pour survivre au risque.

Dans une économie normale, la banque transforme l'avenir en capacité présente. Elle permet à une entreprise de financer aujourd'hui ce qu'elle produira demain. À Madagascar, ce mécanisme fonctionne trop peu. Le futur n'est pas financé. Il est reporté.

L'écart avec une situation africaine moyenne se calcule simplement :

$$8,9 \% \text{ moins } 1,1 \% = 7,8 \text{ points d'investissement non financés par les banques}$$

⁵⁹

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Pour chaque **100 millions de dollars d'investissement d'entreprise**, Madagascar dispose donc d'environ **7,8 millions de dollars de financement bancaire en moins** par rapport à la moyenne africaine.

Volume d'investissement d'entreprise	Financement bancaire actuel à 1,1 %	Niveau « normal africain » à 8,9 %	Manque de financement bancaire
100 millions \$	1,1 million \$	8,9 millions \$	7,8 millions \$
500 millions \$	5,5 millions \$	44,5 millions \$	39 millions \$
1 milliard \$	11 millions \$	89 millions \$	78 millions \$
2 milliards \$	22 millions \$	178 millions \$	156 millions \$

Ce manque n'est pas seulement comptable. Il change la nature même des projets. Une entreprise qui n'a pas accès au crédit long ne construit pas une usine. Elle achète un stock. Elle ne finance pas un laboratoire qualité. Elle sous-traite. Elle ne développe pas une chaîne de froid. Elle vend vite. Elle ne transforme pas. Elle survit.

Le crédit court fabrique une économie courte.

L'investissement existe, mais il ne transforme pas assez

Il y a ici un paradoxe important. La Banque mondiale indique que le ratio d'investissement de Madagascar est estimé à environ **22 % du PIB en 2024**, proche de la moyenne subsaharienne de **21,8 %**. Le problème n'est donc pas seulement le volume global d'investissement. Le problème est sa qualité, son financement, sa destination et sa capacité à combler le déficit d'infrastructures. La Banque mondiale précise d'ailleurs que, malgré ce ratio d'investissement comparable à la moyenne régionale, l'écart d'infrastructures persiste, tandis que les secteurs intensifs en emplois comme l'agriculture, l'agrobusiness et le textile peinent à retrouver une dynamique suffisante⁶⁰.

C'est un point essentiel pour ce dossier : Madagascar investit, mais pas assez dans ce qui change la structure. Une partie de l'investissement peut aller vers l'immobilier, les télécoms, les importations d'équipements, les projets extractifs, les infrastructures fragmentées ou les secteurs déjà dominés. Ce n'est pas forcément inutile. Mais cela ne suffit pas à créer une base industrielle nationale.

Si l'on prend un PIB nominal d'environ **16,5 milliards de dollars**, un investissement total de **22 % du PIB** représente environ :

$$16,5 \text{ Md\$} \times 22 \% = 3,63 \text{ Md\$ d'investissement total}$$

⁶⁰

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099022425145522481/pdf/P501380172e88e023197951e716a6ecd57f.pdf>

Si l'on applique à ce volume l'écart de financement bancaire par rapport à la moyenne africaine, soit **7,8 points**, on obtient un ordre de grandeur :

$$3,63 \text{ Md\$} \times 7,8 \% = 283 \text{ M\$}$$

Autrement dit, en utilisant l'investissement total comme proxy macroéconomique, Madagascar pourrait souffrir d'un manque potentiel d'environ **280 millions de dollars de financement bancaire productif** par an par rapport à un fonctionnement bancaire simplement aligné sur la moyenne africaine.

Ce calcul doit être présenté avec prudence, car les investissements des entreprises ne sont pas identiques à l'investissement total de l'économie. Mais il donne un ordre de grandeur : la panne bancaire est de plusieurs centaines de millions de dollars, pas de quelques lignes de crédit manquantes.

Le double manque à gagner : énergie plus crédit

Le plus grave est que les deux blocages se renforcent.

L'énergie instable réduit le chiffre d'affaires et la rentabilité. La faible rentabilité rend les entreprises plus risquées aux yeux des banques. Les banques prêtent moins. Les entreprises investissent moins dans des équipements modernes ou dans leur propre autonomie énergétique. Elles restent fragiles. La fragilité renforce les pertes. La boucle recommence.

On peut donc additionner les deux ordres de grandeur, sans prétendre à une comptabilité exacte :

Source du manque à gagner	Ordre de grandeur prudent
Perte excessive de valeur ajoutée liée aux coupures, base CA formel 5 Md\$	82 à 143 M\$ de PIB potentiel perdu
Perte excessive de valeur ajoutée liée aux coupures, base CA formel 10 Md\$	163 à 286 M\$ de PIB potentiel perdu
Manque potentiel de financement bancaire productif, proxy macro	environ 280 M\$ de financement manquant

Ce que ces chiffres racontent, c'est une économie empêchée. Pas seulement une économie pauvre. Une économie à laquelle on retire les deux conditions de sa croissance : l'énergie pour produire et le crédit pour investir.

Le coût politique de la panne

Cette panne économique a une traduction politique. Une entreprise qui perd 24 % de son chiffre d'affaires à cause des coupures ne pense pas à conquérir des marchés. Elle pense à tenir. Un entrepreneur qui finance presque seul ses investissements ne pense pas à industrialiser une filière. Il pense à ne pas perdre sa maison donnée en garantie. Un pays où les banques financent seulement 1,1 % des investissements des entreprises ne peut pas prétendre bâtir une industrie sans changer de système financier.

C'est pourquoi l'énergie et le crédit sont des verrous de souveraineté. Tant qu'ils restent bloqués, la Refondation peut changer les institutions, mais elle ne change pas la production. Elle peut changer les discours, mais pas les usines. Elle peut promettre l'indépendance économique, mais laisser intactes les conditions matérielles de la dépendance.

À Madagascar, la coupure électrique agit comme une taxe invisible sur la production, tandis que l'absence de crédit bancaire agit comme un plafond de verre sur l'ambition. L'une détruit le chiffre d'affaires, l'autre empêche l'investissement. Ensemble, elles enferment l'entreprise dans une économie courte : produire peu, vendre vite, investir petit, survivre longtemps.

Autrement dit :

Le délestage ne plonge pas seulement les villes dans le noir. Il éteint les usines avant qu'elles n'existent. Et le crédit bancaire, au lieu de transformer l'avenir en capacité productive, sélectionne les projets les moins risqués, donc souvent les moins transformateurs. C'est ainsi qu'un pays riche en ressources reste pauvre en industries : la machine n'est pas seulement mal alimentée, elle est privée de carburant financier.

Quantitativement :

Si Madagascar ramenait seulement les pertes liées aux coupures au niveau moyen africain, le gain potentiel pourrait représenter, selon la taille retenue du chiffre d'affaires formel, plusieurs dizaines à plusieurs centaines de millions de dollars de valeur ajoutée par an. Et si les banques finançaient les investissements des entreprises au niveau moyen subsaharien, le pays disposerait potentiellement de centaines de millions de dollars de financement productif supplémentaire. La pauvreté n'est donc pas seulement un manque de ressources. C'est aussi le coût cumulé d'une énergie instable et d'un crédit absent.

I. Existe-t-il des pays semblables ?

Madagascar appartient à une famille historique de pays riches en ressources, mais enfermés dans une fonction primaire : produire, extraire, exporter brut, puis réimporter la valeur. Ce n'est pas une exception malgache. L'UNCTAD indique que 95 économies en développement sur 143 étaient encore dépendantes des matières premières sur la période 2021-2023, avec une dépendance particulièrement forte dans les pays les moins avancés.

Les pays comparables ne sont pas identiques, mais ils partagent le même piège :

Pays	Ressource dominante	Boucle comparable	Sortie ou blocage
Ghana / Côte d'Ivoire	Cacao	Production massive, faible transformation locale, marges captées par l'industrie chocolatière mondiale	Sortie partielle, mais dépendance persistante
Zambie / RDC	Cuivre, cobalt	Extraction stratégique, forte présence étrangère, dépendance aux cours mondiaux	Sortie limitée, rente captée par élites et multinationales
Botswana	Diamant	Pays enclavé, ressource très concentrée, risque de captation extérieure	Sortie relative par négociation stratégique avec De Beers

Pays	Ressource dominante	Boucle comparable	Sortie ou blocage
Indonésie	Nickel, charbon, palmier à huile	Export brut, dépendance aux acheteurs industriels étrangers	Rupture partielle par interdiction d'export brut et industrialisation aval
Malaisie	Caoutchouc, étain, palmier à huile	Ancienne économie de matières premières	Sortie par diversification industrielle et montée en gamme
Corée du Sud	Peu de ressources naturelles	Pauvreté initiale, dépendance extérieure, faiblesse industrielle	Sortie par État développeur, export industriel, éducation, discipline productive

Le point commun des pays qui s'en sortent : ils ne rompent pas avec le système mondial ; ils changent leur position dans la chaîne mondiale. Ils cessent d'être uniquement fournisseurs de matière et deviennent transformateurs, certificateurs, logisticiens, financeurs, producteurs de technologie ou négociateurs de prix.

II. Comment ces pays sont-ils sortis de la boucle ?

Botswana : négocier la ressource au lieu de la subir

Botswana est l'exemple africain le plus instructif. Le pays n'a pas "chassé" De Beers. Il a négocié une architecture où l'État devient copropriétaire, capteur de revenus et partenaire stratégique. Debswana est devenue une coentreprise entre l'État botswanais et De Beers, généralement présentée comme un modèle de partage de valeur. Des travaux sur la gouvernance minérale indiquent que l'État botswanais a cherché à capter une part très élevée de la valeur diamantaire à travers participation, fiscalité, royalties et dividendes.

- Leçon pour Madagascar : il ne suffit pas d'avoir une ressource. Il faut contrôler la négociation, la fiscalité, la donnée, la commercialisation et une partie de la transformation.

Indonésie : bloquer l'export brut pour forcer la transformation

L'Indonésie a utilisé une méthode plus brutale : interdire ou restreindre l'exportation de nickel brut pour obliger les industriels à investir dans des usines locales. La Banque mondiale note que cette politique a été pensée pour augmenter la valeur ajoutée domestique dans les industries aval, même si elle comporte aussi des coûts, des effets d'inefficacité et des risques environnementaux.

En 2026, l'Indonésie va encore plus loin en annonçant une centralisation accrue de certaines exportations stratégiques via une entité contrôlée par l'État, afin de mieux contrôler les prix, les recettes et les risques de sous-facturation. Cette stratégie montre une volonté de reprendre le contrôle des flux, mais elle suscite aussi des inquiétudes sur la transparence et l'investissement.

- Leçon pour Madagascar : la rupture peut fonctionner si elle est préparée. Une interdiction brutale sans énergie, sans capital et sans compétences peut tuer la filière. Une obligation progressive de transformation, elle, peut déplacer le centre de gravité.

Malaisie : transformer la matière première en industrie

La Malaisie est passée d'une économie dominée par l'étain, le caoutchouc et le palmier à huile à une économie beaucoup plus diversifiée. Une étude du Natural Resource Governance Institute rappelle que l'industrialisation orientée vers l'exportation à partir des années 1970 a fait monter la part des produits manufacturés dans les exportations jusqu'à environ 81 % en 2005.

La transformation du palmier à huile est également instructive : la Malaisie n'est pas restée seulement productrice agricole. Elle a développé raffinage, oléochimie, produits alimentaires, logistique, normes et marques.

- Leçon pour Madagascar : la filière vanille ne doit pas seulement vendre des gousses. Elle doit produire extraits, arômes, poudre, certification, traçabilité, marque nationale et contrats longs avec l'industrie alimentaire.

Corée du Sud : discipline industrielle et État stratège

La Corée du Sud n'était pas un pays de ressources. Elle a compensé cette faiblesse par l'éducation, l'exportation industrielle, l'investissement massif dans les infrastructures et une forte coordination entre État, banques et entreprises.

- Leçon pour Madagascar : le problème n'est pas seulement la ressource. C'est la capacité de l'État à orienter le crédit, l'énergie, la formation et les contrats vers une stratégie productive.

7. Pour Madagascar, quelle disruption enrayerait la machine ?

Pour enrayer la machine mondiale, Madagascar ne doit pas s'attaquer frontalement au monde ; il doit rendre son ancienne fonction économique moins rentable et moins automatique.

Thèse centrale

La disruption décisive pour Madagascar serait de passer d'un pays qui vend des ressources à un pays qui contrôle les points de passage.

Pas tout contrôler. Pas tout nationaliser. Pas tout interdire. Mais contrôler les cinq nœuds qui rendent la dépendance possible :

1. L'énergie
2. Le crédit
3. La donnée commerciale

4. La transformation minimale obligatoire
5. La légitimité sociale du système

Aujourd'hui, les données montrent que Madagascar exporte la vanille, le girofle, le nickel et le graphite en grande partie sous forme brute, pendant que la transformation et les marges se déplacent hors du pays. La disruption consiste donc à attaquer non pas les acteurs, mais les interfaces par lesquelles la valeur s'échappe.

Disruption 1 : créer un choc énergétique ciblé

La priorité n'est pas « électrifier tout le pays » en une fois. C'est trop vaste. La priorité est de créer 3 à 5 enclaves productives électriquement fiables, reliées à des filières précises : vanille, girofle, textile, graphite, agroalimentaire.

Madagascar n'a pas besoin, au départ, d'une révolution énergétique générale. Il a besoin d'un minimum industriel garanti : zones de transformation avec électricité stable, tarifs connus, contrats transparents, groupes hybrides solaire, stockage, hydro, thermique de secours.

Formule : pas d'énergie stable, pas d'industrie ; pas d'industrie, pas de souveraineté.

Disruption 2 : instaurer une transformation minimale obligatoire et progressive

Interdire brutalement l'export brut serait risqué, Il faut une méthode graduelle :

Année	Mesure
Année 1	Obligation de traçabilité, déclaration des prix, publication des acheteurs
Année 2	Taxe légère sur export brut, exonération sur transformation locale
Année 3	Quota minimal de transformation locale
Année 4	Accès prioritaire aux licences pour les opérateurs qui transforment
Année 5	Interdiction partielle d'export brut sur segments où l'alternative existe

Cela évite le piège classique : proclamer la souveraineté sans usine, sans énergie, sans techniciens et sans acheteurs.

Disruption 3 : créer une banque de transformation, pas une banque de consommation

Le crédit bancaire classique finance rarement l'industrie longue. Madagascar doit créer un outil ciblé : Fonds national de transformation productive, abondé par quatre sources :

- Une petite taxe sur certaines exportations brutes ;
- Une garantie publique limitée ;
- Des lignes de financement bailleurs réorientées vers la production ;
- Des obligations diaspora dédiées à des usines précises.

Ce fonds ne financerait pas « l'entrepreneuriat » en général. Il financerait des équipements : séchoirs, extracteurs, chambres froides, mini-usines, presses, conditionnement, certification, énergie dédiée.

Le problème n'est pas seulement l'absence d'argent. C'est l'absence d'argent patient, orienté vers la production.

Disruption 4 : contrôler la donnée commerciale

Le pouvoir commence par la donnée. Qui achète ? À quel prix ? Par quel port ? Avec quel contrat ? À quelle marge ? Vers quelle usine ? Sous quelle marque finale ?

Madagascar devrait créer un registre public des flux stratégiques : vanille, girofle, graphite, nickel, cobalt éventuel, minerais critiques, terres agricoles. Pas forcément tous les contrats sensibles, mais au minimum les volumes, destinations, prix moyens, exportateurs, bénéficiaires effectifs, fiscalité payée.

C'est là que le système devient vulnérable. Un système de captation prospère dans l'opacité. Lorsqu'il devient lisible, il devient politiquement coûteux.

Disruption 5 : retourner la diaspora contre la dépendance passive

La diaspora ne doit pas seulement envoyer de l'argent pour amortir la pauvreté. Elle doit devenir un capital patient de transformation.

Aujourd'hui, les transferts familiaux soulagent les ménages, mais ils peuvent aussi maintenir le pays sous perfusion. La rupture serait de créer une bascule : une partie des flux diaspora doit aller vers des véhicules productifs simples, visibles, contrôlables.

Exemple concret :

100 000 membres de la diaspora
x 10 euros par mois
= 1 million d'euros par mois
= 12 millions d'euros par an

Ce n'est pas suffisant pour transformer tout le pays, mais c'est assez pour financer des unités pilotes, acheter des équipements, garantir du crédit, créer des plateformes logistiques et prouver que le modèle fonctionne.

La diaspora doit passer de filet social à levier productif.

8. La Refondation est-elle seulement un élément de la boucle ?

Oui, si elle ne touche pas aux nœuds économiques. Au-delà de l'article 53, la Refondation peut devenir un simple module politique de maintenance du système.

La HCC rappelle dans sa décision n°10-HCC/D3 du 14 octobre 2025 que l'article 53 prévoit une élection présidentielle dans un délai de 30 à 60 jours après la constatation de la vacance présidentielle. La décision n°13-HCC/D3 du 6 novembre 2025 ouvre ensuite la possibilité d'un report du scrutin présidentiel sous contrôle de la HCC.

Mais le problème de fond est ailleurs : une transition peut changer les mots, les visages et les calendriers sans changer la structure économique.

La Refondation devient un élément de la boucle si elle sert à :

- Prolonger le temps politique sans modifier les contrats ;
- Changer les institutions sans changer l'énergie ;
- Parler de souveraineté sans transformer les filières ;
- Dénoncer la pauvreté sans toucher aux circuits d'importation ;
- Invoquer le peuple sans créer de capacité productive.

Dans ce cas, la Refondation n'est pas une rupture. Elle devient l'habillage institutionnel de la continuité.

La vraie question n'est pas de savoir si la Refondation change la Constitution. La vraie question est de savoir si elle change la place de Madagascar dans la chaîne mondiale de valeur.

9. Solution pour Madagascar : simple, posée, réaliste

Madagascar ne doit pas commencer par une grande révolution. Il doit commencer par une rupture limitée, mesurable et irréversible.

La solution : 3 filières, 3 zones, 3 outils

1. Trois filières prioritaires

Ne pas tout faire. Choisir trois filières où la transformation est possible rapidement :

Filière	Pourquoi
Vanille	Image mondiale, valeur forte, transformation possible en extraits, poudre, arômes
Girofle / huiles essentielles	Savoir-faire accessible, marchés cosmétique et pharmaceutique
Agroalimentaire local	Impact social direct, substitution aux importations, emploi rapide

Le nickel, le graphite et les minerais critiques doivent être traités dans une phase plus lourde, car ils exigent capital, énergie, sécurité industrielle, géopolitique et partenaires puissants.

2. Trois zones productives électrifiées

Créer trois zones pilotes :

- Nord-Est : vanille, girofle, huiles essentielles ;
- Hautes terres : agroalimentaire, conditionnement, textile ;
- Sud / zones minières : pré-transformation minière et logistique.

Chaque zone doit avoir :

- Energie garantie ;
- Guichet douane simplifié ;
- Certification sanitaire ;
- Crédit équipement ;
- Transparence des licences ;
- Gouvernance locale suivie publiquement.

3. Trois outils de rupture

Outil	Rôle
Registre public des flux stratégiques	Rendre visibles volumes, prix, acheteurs, exportateurs
Fonds diaspora de transformation	Financer équipements, usines pilotes, garanties
Contrat de transformation progressive	Réduire l'export brut sans casser les filières

Conclusion

Madagascar ne manque pas de richesses. Il manque de capacité à les retenir, à les transformer et à les convertir en puissance collective. C'est toute la tragédie silencieuse de cette boucle : le pays produit, extrait, exporte, mais la valeur s'échappe avant de devenir usines, fiscalité, emplois qualifiés, énergie stable, infrastructures durables et confiance publique.

La pauvreté malgache n'est donc pas seulement un manque. Elle est aussi le résultat d'un mécanisme. Un mécanisme dans lequel la ressource sort brute, la transformation se fait ailleurs, les marges se forment ailleurs, les récits se construisent ailleurs, pendant que l'État reste sous financé, les entrepreneurs sous capitalisés, les citoyens sous tension et la politique absorbée par la gestion de l'urgence.

Ce dossier n'a pas pour objet de désigner un responsable unique. La réalité est plus profonde, donc plus difficile. Elle tient à une architecture. Des intérêts extérieurs ont besoin de ressources accessibles. Des entreprises mondiales recherchent des intrants sécurisés. Des banques financent ce qui paraît peu risqué. Des « pseudo-élites » locales occupent les points de passage. Des institutions faibles peinent à contrôler les flux. Des aides viennent parfois

réparer ce que le système continue de produire. Et peu à peu, la dépendance prend l'apparence de la normalité.

C'est précisément cette normalité qu'il faut interroger.

Car le piège le plus dangereux n'est pas seulement économique. Il est mental. Il consiste à croire que Madagascar serait condamné à vendre brut, à importer cher, à déléster, à emprunter, à compenser, à attendre. Il consiste à accepter que la richesse nationale soit un flux qui traverse le pays plutôt qu'un socle qui le construit. Il consiste à confondre présence de ressources et souveraineté réelle.

Or une ressource qui ne se transforme pas sur place ne suffit pas à faire une nation forte. Une mine qui exporte sans structurer de filière locale reste une enclave. Une vanille qui nourrit les marques mondiales sans créer d'industrie nationale reste une promesse inachevée. Une banque qui finance le commerce court plus que la production longue entretient l'économie du petit risque. Une énergie instable ne ralentit pas seulement les entreprises existantes : elle empêche les usines de naître.

La Refondation, dans ce contexte, ne peut pas être seulement institutionnelle. Elle ne peut pas se limiter à des textes, à des délais, à des équilibres de pouvoir ou à des changements de visages. Elle sera réelle si elle modifie les conditions matérielles de la souveraineté. Elle sera réelle si elle change la trajectoire de la valeur. Elle sera réelle si elle répond à une question simple : qu'est-ce qui reste à Madagascar lorsque ses richesses quittent le territoire ?

La sortie de la boucle ne viendra pas d'un grand slogan. Elle viendra d'une méthode. Stabiliser l'énergie là où l'on veut produire. Orienter le crédit vers la transformation plutôt que vers la seule importation. Rendre visibles les flux, les prix, les volumes, les bénéficiaires et les marges. Imposer progressivement une part de transformation locale. Mobiliser la diaspora comme capital patient. Choisir quelques filières stratégiques au lieu de disperser l'effort national. Construire des zones productives mesurables, contrôlables, évaluables.

Madagascar ne doit pas chercher à sortir du monde. Il doit changer sa place dans le monde. Les pays qui ont brisé la dépendance ne l'ont pas fait en disparaissant des chaînes mondiales. Ils l'ont fait en remontant dans ces chaînes. Ils ont négocié, transformé, certifié, financé, contrôlé, industrialisé. Ils ont cessé d'être uniquement fournisseurs de matière pour devenir producteurs de valeur.

C'est cela, le véritable point de bascule.

Tant que Madagascar vendra surtout la matière et rachètera la valeur, la boucle continuera. Tant que l'énergie restera un verrou, le crédit un filtre, la donnée un angle mort et la politique une gestion des conséquences, la richesse nationale restera incomplète. Tant que les élites pourront se présenter comme solution tout en vivant de l'intermédiation, la dépendance gardera un visage respectable.

Mais une boucle n'est pas une fatalité. C'est un mécanisme. Et un mécanisme peut être démonté lorsqu'il est nommé, mesuré, compris et attaqué à ses points de verrouillage.



La question n'est donc plus de savoir si Madagascar est riche. Cette réponse est connue. La vraie question est de savoir si le pays veut enfin devenir propriétaire de la valeur qu'il permet au monde de créer.

La boucle est bouclée.
Elle peut désormais être ouverte.

Rédaction - Diapason

